



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL



Distr.
LIMITÉE

E/CN.14/CAD.2/17
2 mai 1974

Original: FRANCAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Conférence des démographes africains
Deuxième session
Addis-Abéba (Ethiopie), 6-10 mai 1974

MIGRATION ET URBANISATION AU MAGHREB
VOLUME, TENDANCES ET IMPLICATIONS

Table des matières

	<u>Page</u>
A. INTRODUCTION	1
I. Présentation	1
II. Caractéristiques des phénomènes	2
B. LES PHENOMENES	2
I. La migration	2
1. Définitions	2
2. Aspects de la migration maghrébine	5
II. L'urbanisation au Maghreb	10
1. Répartition démographique et habitat	10
2. Cas de Tunis	12
C. IMPLICATIONS SOCIO-ECONOMIQUES DES MIGRATIONS INTERNES	17
I. Evolution de Tunis	17
II. Evolution d'Alger	23
III. Evolution de Casablanca	27
D. REMARQUES FINALES	35
ANNEXE BIBLIOGRAPHIQUE	41

Migration et urbanisation au Maghreb :Volume, tendances et implications

A. INTRODUCTION GENERALE

I. Présentation

L'étude aspire à une analyse des tendances, du volume et des implications socio-économiques de la migration et de l'urbanisation dans les grands centres urbains tels que Tunis, Alger et Casablanca. L'effort d'approche doit tendre vers une connaissance des phénomènes migratoires et d'évolution urbaine. Ce qui signifiera tentative de saisie des aspects évolutifs et caractéristiques de la démographie urbaine dans des pays amorçant le développement socio-économique. C'est-à-dire des régions où les mouvements migratoires peuvent donner une indication sur les pôles économiques et les tendances à l'évolution. Ce sera une approche des programmes de politique de population urbaine. Approche ayant nécessité des prises de contacts dans les divers centres urbains, une systématique collecte de documents et d'informations disponibles et une comparaison des données de sources et de dates variées. Le contenu portera sur des données permettant une certaine classification des mouvements migratoires. Ces données tendront à préciser le thème proposé à travers certaines questions sur :

- la source et la destination des migrants
- la période et la durée des migrations (saisonnnières, définitives ...)
- le volume des migrations et les catégories de migrants
- les motivations au niveau du migrant lui-même ou des membres de sa famille (éventuellement).

L'approche, dans son essence, tendra à saisir les mutations socio-économiques qui sont en cours au sein des populations urbaines d'Afrique en général et du Maghreb plus particulièrement. Car on peut déjà retenir que l'Afrique était demeurée en dehors du processus des temps modernes qu'est le phénomène d'urbanisation. Mais maintenant, avec la ruée des nouveaux États africains sur le plan international (après les indépendances), les capitales des Républiques, en tant que centres politiques, sociaux et culturels, prennent un taux d'urbanisation extrêmement élevé.

La question est de savoir si des mesures sont envisagées pour contrôler les mouvements migratoires en fonction de l'évolution et de la modernisation des villes. A partir d'une telle détermination, l'étude aura une tendance à faire des suggestions sur un développement socio-économique intégré. Car une croissance démographique planifiée doit s'adapter à une production socio-économique planifiée.

"Dans ces conditions, le taux d'accroissement de la population prend une importance particulière pour le développement économique et social, car il impose de consacrer des investissements proportionnellement accrus à de nouveaux moyens de production et à une infrastructure sociale et économique appropriée dans les domaines de l'enseignement, de l'emploi, de la santé publique et du logement. Si la diversité de la situation démographique dans les différents pays de la région a été dûment constatée par l'ONU et ses institutions, il est cependant indispensable dans les conditions actuelles de susciter une prise de conscience de cette situation et de formuler des politiques efficaces en matière de distribution de la population, d'emploi, de logement et, s'il y a lieu, de planification familiale. La tâche est

considérable, alors que les ressources restent maigres, même en additionnant toutes celles qui proviennent de l'ONU et des autres organisations de caractère bilatéral ou multinational." 1/

II. Caractéristiques des phénomènes

Les phénomènes de migration et d'urbanisation des grandes villes comportent des caractéristiques générales que nous devons préciser avant d'en saisir les implications spécifiques à Tunis, Alger et Casablanca. De tous les faits de population, les déplacements temporaires ou définitifs sont ceux qui résistent sans doute le plus à l'observation et à la mesure. Dans beaucoup de pays, même dotés d'un appareil statistique complexe, la détermination directe de ces mouvements est encore difficile. Leur estimation s'obtient alors comme résidu d'une balance dont les autres éléments sont connus. Par exemple, de l'accroissement brut d'une population entre deux recensements, on tire le bilan migratoire par soustraction de l'accroissement naturel.

La mobilité est la caractéristique des populations qui, pour des motivations économiques, politiques et sociales, se déplacent dans le temps ou dans l'espace. Cette tendance de changement de résidence qui doit nous préoccuper au niveau des trois villes maghrébines (Tunis, Alger, Casablanca) s'appelle "migration interne" parce qu'elle s'effectue dans les limites du même territoire et plus souvent constitue un déplacement de population entre grands centres urbains et contexte rural. Essayons donc de cerner les limites des termes-clés.

B. LES PHENOMENES

I. La migration

1. Définitions

Dans le temps comme dans l'espace, la migration recouvre les mouvements de population d'un point en un autre et peut s'appliquer aux "navettes", aux changements saisonniers et à ceux des nomades et semi-nomades. Dans ces derniers cas l'activité économique est déterminante.

Quant au migrant, sa définition peut varier selon les exigences du pays. Cependant, des personnes sont généralement considérées comme des migrants quand elles sont absentes de leur lieu de résidence habituelle depuis six mois au moins.

L'étude de la migration peut, grosso modo, se concevoir comme une approche de l'évolution en général sous son double aspect dynamique :

- de croissance démographique
- d'évolution spatiale des centres urbains.

La seconde étant une conséquence directe de la première. La saisie de cette double évolution est intéressante surtout à cause des implications qu'elle comporte et qui sont à l'origine des problèmes socio-économiques à résoudre ou à prévenir :

1/ Allocution de M. le Secrétaire exécutif de la CEA à la troisième réunion des Organisations non rattachées à l'ONU (Addis-Abéba, Ethiopie, 7 mai 1973).

chômage, délinquance, alcoolisme, formation, habitat Dans le cadre de ses activités relatives aux questions démographiques, l'OIT se donne comme programme l'appréciation des :

- salaires des travailleurs
- durée du travail
- conditions du travail

Le problème prépondérant étant la question de migration de population des zones rurales vers les grands centres urbains. Ce qui a pour incidences de :

- diminuer le taux démographique rural
- gonfler le taux démographique urbain
- créer les problèmes sociaux déjà mentionnés ci-dessus.

Pour une meilleure évaluation de ces questions, l'OIT a établi deux bureaux (Addis-Abéba et Dakar) devant s'intéresser aux notions de main-d'oeuvre et de qualification des travailleurs. Il est aussi indispensable de détecter les possibilités des divers secteurs d'activités en vue des offres d'emploi à faire aux jeunes ou à tout travailleur après une formation reçue. L'aspect économique de ces questions veut qu'il faille sauvegarder (ménager) les fonds (rares) par :

- non dispersion d'énergies
- coordination d'efforts fournis par l'organisation des Nations Unies et les institutions de bonne volonté.

De prime abord, il semble donc nécessaire d'accorder aux études des migrations et de l'urbanisation un rôle de premier plan dans l'élaboration des politiques de développement. Une autre tâche est de voir comment les enquêtes sur le terrain peuvent fournir des renseignements sur les mouvements internes des travailleurs saisonniers et des autres migrants temporaires. La croissance démographique n'est pas seule cause des migrations vers les grandes villes. On doit pouvoir retenir aussi l'influence des facteurs psychologiques tels que ceux liés à la différence des conditions de vie en ville ou à la campagne. L'attraction des villes s'expliquant généralement par les facilités des services sociaux, le confort lié à la vie moderne et autant de raisons qui rendent difficile l'existence dans le contexte rural, cause de la repulsion des campagnes.

Le séminaire de Moscou^{1/} (11-22 septembre 1972) a essayé de définir les caractéristiques et les tendances des migrations internes et de l'urbanisation en Afrique. Il est évident que les études relatives à l'urbanisation et aux migrations internes ont, par elles-mêmes et par leurs rapports avec le développement socio-économique, une importance capitale. Il faut cependant retenir, à leur niveau, une insuffisance de données statistiques disponibles. Une autre réalité s'avère être que l'Afrique est la région du monde la moins urbanisée, tout en ayant un taux annuel de croissance de la population urbaine des plus rapides du monde (5 pour 100). C'est là une double constatation imposant, la conclusion faisant de

^{1/} Séminaire sur les Statistiques et les Etudes des Migrations et de l'Urbanisation.

l'Afrique la région qui connaîtrait l'urbanisation la plus rapide : d'où l'importance des migrations (campagnes-villes) et de l'urbanisation même. Une caractéristique de ce dernier phénomène en Afrique étant la forte concentration de la population urbaine dans les villes d'au moins de 100.000 habitants (74 pour 100).

Et, pour examiner les mouvements démographiques en Afrique, les courants migratoires suivants ont de l'intérêt :

- courants migratoires des zones rurales vers les villes
- courants migratoires des zones urbaines vers d'autres
- courants migratoires des zones urbaines vers les zones rurales

Cela permettrait notamment de préciser les rapports éventuels entre la population et les ressources qui provoquent les mouvements migratoires. Par exemple, le désir des planificateurs et des gouvernements de vouloir satisfaire des demandes de main-d'oeuvre pour certains projets-pilotes. Et les mouvements migratoires sont fonction des relations entre facteurs sociaux et production. C'est comprendre qu'il est possible d'intervenir dans le phénomène de migration en développement des pôles d'attraction par la volontaire baisse du coût de la vie dans telle ou telle zone et par la création non moins volontaire d'avantages économiques, sociaux et politiques (idéologie nationale). Tout cela servant de motivation à un principe de planification judicieuse.

"Il convient d'examiner dans son ensemble le processus complexe du développement des zones urbaines et rurales ainsi que les problèmes que posent le développement communautaire et la planification régionale. Ce sont des problèmes d'ordre politique et d'ordre pratique étroitement liés, dont la solution fournira peut-être des réponses aux questions concernant l'expansion plus équilibrée de l'industrie et de l'agriculture, à l'amélioration des rapports entre zones rurales et urbaines. Chaque communauté (urbaine, rurale ...) ou région géographique est liée aux autres sur le plan économique, etc. En ce qui concerne le développement, la région constitue un cadre qui permet de déterminer plus facilement les objectifs nationaux en fonction de l'action locale. Cependant, dans les pays africains, la planification est essentiellement limitée à la mise en valeur des zones rurales et, plus rarement, au réaménagement des zones métropolitaines ..." ^{1/}

Il est bon de mettre l'accent sur le fait que des difficultés sont liées aux études migratoires par :-

- la jonction possible et la confusion à la limite des districts et communes s'avoisinant,
- les fluctuations démographiques (déplacements variés),
- les imprécisions s'installant dans la détermination de la durée de résidence (migrations à court et long termes),
- le non concordance éventuelle entre lieux de naissance et lieux de résidence des migrants, etc.

^{1/} Document E/CN.14/POP/68 "Répartition de la population en Afrique et examen des mesures gouvernementales touchant la répartition de la population", présenté au Séminaire sur les Statistiques et les Etudes des Migrations et de l'Urbanisation, Moscou, URSS, 11-22 septembre 1972.

Il faut également pouvoir remarquer que la taille de la population ne constitue pas toujours et nécessairement le premier critère pour définir une zone urbaine. Il faut en effet une certaine souplesse à vouloir cerner les limites d'une population urbaine. La meilleure méthode pour ce faire doit tenir compte de tout un ensemble de caractéristiques sociales, psychologiques, économiques et même administratives. Car tout siège administratif, même des localités de 5.000 à 20.000 habitants peuvent prendre le nom de "villes".

Retenons au passage aussi que la démographie considère désormais comme réalité dans les phénomènes d'urbanisation et de migration, le fait à caractéristique double de la distribution spatiale des populations :

- répartition et ré-installation voulue dans les secteurs éloignés des villes par la politique démographique des puissances coloniales,
- aspiration et concentration d'effectif en provenance des campagnes et souvent nécessaire pour pallier au manque de main-d'oeuvre administrative et industrielle des grands centres.

Le phénomène de migration et d'urbanisation comporte des problèmes de recherche et de méthodologie d'analyse. Et pour les résoudre, il importe de disposer de renseignements non-seulement sur l'ampleur et la direction des mouvements migratoires, mais aussi sur leurs mobiles économiques et sociaux. D'autres indications présentent aussi de l'intérêt pour une telle approche, ce sont les activités économiques (productivité, revenu, aptitudes) et des caractéristiques démographiques, sociales (mariage, divorce, avortement ...). Et étant donné qu'il existe des relations entre individu et milieu, les éléments écologiques (type d'habitat, d'infrastructures publiques d'hygiène, de confort et de communication ...). A propos des migrations internes, on peut souligner qu'il y a très peu de pays qui rassemblent des données sur elles d'autant plus qu'il n'y a pas de normes internationales "approuvées" pour l'élaboration de ces statistiques. Celles-ci sont fonction de la documentation disponible dans chaque pays. Une bonne répartition de la population doit être intégrée à la plus large perspective des relations urbano-rurales.

2. Aspects de la migration maghrébine

Les types de migration comportent des différences dans leur nature (comme indiqué ci-dessus) et dans leurs motivations. Les migrations internes ou internationales peuvent tendre à un équilibre dans l'utilisation des ressources humaines (structure de la main-d'oeuvre) à travers les contextes (urbain et rural). Mais en général, elles peuvent tendre à créer un déséquilibre dans les grands centres par explosion démographique et exode rural. Les migrants dans le sens campagne-ville sont ou des paysans abandonnant les terres, à la recherche d'autres genres de subsistance et de mieux-être; des jeunes aussi ayant été scolarisés et de ce fait, ne désirent plus vivre dans les conditions rurales. Or l'abandon des terres par les paysans, la non existence d'un programme adéquat des conditions d'amélioration de vie et de mise en valeur des campagnes, explique le décalage de niveau entre les zones urbaines et rurales. D'où la tentative par les pays de contrôler l'exode rural, soit par pression et renvoi sur les terres, soit par l'établissement de programmes de meilleure exploitation des domaines ruraux. Il faut à cet effet préciser que les pôles de développement préférables aux méthodes

de pression se rapportent essentiellement à l'infrastructure sociale (écoles, centres médicaux et sociaux, etc...). Toute politique d'ailleurs destinée à arrêter l'exode rural doit prendre en considération le système éducatif dont le contenu permettra aux jeunes de trouver sur place et dans les campagnes, une activité professionnelle rentable et un genre de vie plus attrayant. C'est-à-dire qu'une telle planification socio-économique procure à tout le contexte rural ce qui demeure jusqu'alors des prerogatives en conditions confortables d'existence propres aux grands centres urbains. "A certains égards, le problème de la migration et de l'urbanisation dans le développement de l'Afrique est un prolongement du problème initial de l'accroissement naturel rapide. Par suite des différences de répartition des ressources, des services collectifs et des possibilités d'emploi, une redistribution du nombre toujours croissant de personnes intervient, le flux principal étant dirigé vers les zones urbaines où les avantages sociaux et économiques recherchés sont plus nombreux que dans les zones rurales". 1/

Dans la plupart des pays africains où la majorité de la population urbaine réside en de villes de 100.000 habitants ou plus, il n'y a pas plus d'une ou deux agglomérations de cette importance et le nombre des autres centres urbains est peu important. Et s'agissant de la sous-région maghrébine, nous relevons que "l'Afrique du Nord constitue la sous-région la plus urbanisée. Entre 1960 et 1970, la population urbaine en pourcentage de la population totale est passé de 24 à 30. Dans tous les pays riverains de la Méditerranée, 20 à 40 p. 100 de la population résident dans des villes de 20.000 habitants ou plus. Il n'y a rien d'étonnant si l'on songe que nombre de villes d'Afrique du Nord étaient des centres de commerce et de civilisation...". 2/

En fait, on peut même préciser qu'en Tunisie, il y a moins de la moitié de la population dans les grands centres urbains comme Tunis où le recensement de mai 1966 retient le chiffre de 468.997 habitants. A propos donc du Maghreb, l'effort doit tendre à détecter si, parmi les caractéristiques de la population migrante, une comparaison numérique devait s'établir entre adultes : hommes et femmes (population active urbaine). C'est là une donnée importante dans le cadre de la mobilisation des ressources humaines (biens et services), née d'un ensemble d'actions en vue de la protection sociale comme l'amélioration de l'alimentation, de la santé, de l'éducation, de la formation de base adaptée aux projets de développement socio-économique relatifs à l'habitat et aux autres conditions favorables à un mieux-être social global. C'est en ce sens que les mouvements migratoires posent des problèmes à la planification : budget, services d'état ... Concernant l'habitat donc, une situation générale en Afrique consiste en une insuffisance à la fois quantitative et qualitative pour les populations à faible et moyen revenus. Le problème du logement va s'aggravant en raison du coût croissant de la construction et des standards d'habitations confortables et indispensables à une bonne conception de l'urbanisme : questions sociales afférentes aux taudis et bidonvilles circum-urbains. Quelles conséquences peuvent résulter d'une rapide urbanisation et d'une trop grande participation féminine et juvénile à l'activité

1/ Conférence africaine sur la Population, Accra, Ghana, 9-18 décembre 1971, document E/CN.14/POP/61, p. 16.

2/ Guide démographique de l'Afrique, juin 1971, p. 56.

économique du pays ? On sait que de cela résultent des mutations dans les pratiques telles que l'indépendance économique de la femme, des changements socio-culturels comme le recul de l'âge du mariage et partant la baisse de la fécondité. On peut même constater une systématique individualisation asexuée par une adoption plus facile du célibat dans la mesure où la vie urbaine est beaucoup plus isolationniste par le principe de "lutte pour le vie" que communautaire par une attitude et une participation coopératives. Il n'est que trop connu que l'arrivée de migrants sur l'aire urbaine engendre toujours des problèmes d'ordre économique (emploi, logement), humain (confort, socialisation intégrative ...). Aussi, savoir déterminer le volume et la gamme de ces mouvements migratoires, c'est déjà poser les jalons d'une urbanisation programmée et vouloir trouver d'éventuelles solutions aux questions sociales ardues liées à l'explosion démographique, cause de l'évolution urbaine. C'est en ce sens qu'il est apparu très rapidement aux responsables politiques qu'il était urgent pour eux de connaître non seulement l'effectif des villes-capitales, mais aussi dans la mesure du possible, leur taux de croissance totale, croissance naturelle certes, mais aussi puisqu'elle pèse au moins autant que la précédente dans l'augmentation de la population, croissance due au bilan migratoire. La Tunisie et le Maroc font partie des pays africains qui ont adopté une politique officielle de population. Quand à l'Algérie sa position officielle correspond à la déclaration du Président Boumediène en décembre 1971 : "à propos de ce que certains aiment appeler explosion démographique, nous ne sommes pas pour les mesures telles que le contrôle des naissances Nous sommes au contraire pour des solutions positives comme la création de nouveaux emplois, écoles et de meilleures conditions sociales".

La migration est un facteur d'évolution qui intéresse tout particulièrement les géographes, encore que l'intérêt vis-à-vis des mouvements de population soit également très vif parmi les anthropologues et les sociologues. C'est pourquoi nous allons examiner dans notre étude les points ci-après :

- les migrations dans certaines grandes villes,
- les méthodes permettant de mesurer les migrations,
- les divers modes de classification des données,
- les causes et les motivations des migrations.

On procédera ensuite à une évaluation des incidences des migrations sur leurs zones d'origine et de destination, ainsi que sur les migrants et leurs familles. Nous devons enfin chercher à déterminer les facteurs qui ont des chances d'affecter l'évolution future des migrations dans les grandes villes telles que Tunis, Alger et Casablanca. D'une manière générale, nous pouvons dire au sujet de l'évolution des migrations au cours de l'époque post-coloniale que "la fin du colonialisme a apporté des changements importants dans les migrations, encore que leurs caractéristiques n'aient pas été fondamentalement modifiées. Tout d'abord, il y a eu l'exode des colons européens, qui s'est produit à une très grande échelle dans le cas de l'Algérie et à une échelle moindre pour le Maroc et la Tunisie.... Parmi les principaux types de migrations, il faut citer le nomadisme, la transhumance et l'exode des réfugiés. Pour William A. Hance, la zone la plus peuplée du Maroc s'étend de façon assez constante le long du littoral atlantique de Safi à Kenitra Les importantes migrations intervenues au cours des décennies plus récentes vers les villes du littoral atlantique et notamment vers les zones de Casablanca et de Rabat, résultent de l'accroissement de la commercialisation et de l'industrialisation

de l'économie.... Au Maroc, les grands mouvements migratoires intervenus au cours des dernières décennies ont consisté en un exode massif des populations rurales vers les zones urbaines, qui a commencé aux alentours de 1912 avec la création du premier protectorat, mais d'importants centres urbains existaient déjà depuis longtemps au Maroc. La zone côtière allant de Safi à Kenitra a reçu la plus grande partie de cet afflux; en effet, au cours de la période 1936-1952, la ville de Casablanca a absorbé à elle seule les trois cinquièmes de l'exode rural total, soit un tiers de l'accroissement total de la population du pays.... Au cours de ces dernières années, on a également assisté à d'importantes migrations de travailleurs marocains vers la France; on a signalé que 20.000 d'entre eux avaient quitté le Maroc en 1965, cette tendance allant croissant.

Les migrations saisonnières affectent pratiquement toutes les catégories de main-d'oeuvre du Royaume : les agriculteurs prenant des emplois dans la construction, l'artisanat et d'autres secteurs entre les périodes de récolte; certains mouvements des populations urbaines vers les zones rurales pour participer à la récolte dans les grandes exploitations agricoles et les grandes plantations, et la migration vers les entreprises de transformation des produits alimentaires qui fonctionnent dans une large mesure sur une base saisonnière.

L'Algérie a connu une grande partie des tendances migratoires relevées pour le Maroc, et souvent à une échelle beaucoup plus vaste. Les migrations d'Algériens musulmans vers l'Europe (la quasi-totalité à destination de la France) ont commencé au cours de la première guerre mondiale afin de remplacer les hommes qui avaient été mobilisés; ce mouvement s'est ralenti entre les deux guerres, notamment au cours de la période de dépression, mais il s'est à nouveau intensifié après 1945, par la suite de l'accroissement du chômage en Algérie. La Kabylie, où la population est très dense et où les ressources sont limitées, a fourni environ la moitié des migrants au cours des premières années de l'après-guerre. Le nombre d'Algériens en France est passé d'environ 50.000 en 1946 à 160.000 en 1948, 300.000 en 1955 et environ 600.000 en 1967. La plupart de ces migrants sont des hommes... Pour 1967, le total était de 600.000, alors que le nombre total des chefs de famille employés en Algérie était d'environ un million, ce qui révèle de façon frappante l'importance considérable de l'emploi à l'étranger pour l'économie algérienne.

En Algérie^{1/}, les terres basses du littoral consistent en une série de poches ou de vallées situées entre les crêtes échelonnées de l'Atlas maritime. Les principales terres basses, à savoir les plaines qui entourent Oran et longent le fleuve Sig, la vallée du Chélif, les plaines d'Algér et de la Mitidja et celles qui sont à proximité de Bejaia (Bougie) et d'Annaba (Bône) ne représentent que de 2 à 3 pour 100 de la superficie de l'Algérie, mais elles renferment plus de la moitié de sa population. Les facteurs qui expliquent cette forte concentration sont les suivants : pourcentage élevé des terres irrigables et pouvant être cultivées de façon intensive, excellente qualité du sol des plaines alluviales de piémont, qualité écologiques des régions permettant d'obtenir des produits de haute valeur telles que les agrumes, les légumes et le vin, l'avantage que possède la région sur les marchés européens du fait qu'elle peut fournir des légumes d'hiver et des primeurs, et la forte proportion des industries et des centres urbains du pays dans les terres basses du littoral.

^{1/} William E. Hance, "Population, migration and urbanization in Africa".

En Tunisie, les principales concentrations de population se trouvent dans la plaine de Tunis et dans la vallée de la Medjerda, qui jouissent à peu près des mêmes avantages que les terres basses d'Algérie. On trouve également des concentrations importantes le long du golfe de Gabès et notamment à Sousse et à Sfax. Certaines régions montagneuses du Maghreb connaissent des densités étonnamment élevées; c'est le cas par exemple pour le Rif, l'Atlas, la Kabylie et le massif de l'Aurès. Alors que, dans les trois pays, les densités moyennes diminuent à l'intérieur et en direction du Sahara, bon nombre d'habitants des zones plus sèches vivent dans des oasis où la densité est très élevée.

II. L'urbanisation au Maghreb

1. Répartition démographique et habitat

Le problème général de la population en Afrique et plus spécifiquement au Maghreb (Tunisie, Algérie, Maroc) se manifeste surtout par des caractères évidents de la poussée démographique. C'est ainsi que s'agissant des trois pays susmentionnés, ces questions démographiques liées à l'explosion sont rendues manifestes par le chômage, par une migration assez marquée des zones rurales vers les grands centres urbains, etc... On peut qualifier cela d'accélération du mouvement d'urbanisation dans cette partie de l'Afrique comme sur tout le continent. Ce qui se manifeste généralement par :

- l'abandon du contexte rural dont les conditions de vie paraissent minimales, dures et peu confortables,
- l'abandon des activités agricoles estimées infructueuses.

La première conséquence s'avère être le développement des villes par la constitution d'importantes agglomérations autour d'elles. A ce niveau, une question s'impose : étant donné ce constat d'évolution continue des populations urbaines, comment faire face au problème de l'urbanisation ?

Un des aspects nouveaux de l'urbanisation constitue en une politique gouvernementale d'implantation des villes-nouvelles ou de faubourgs englobés dans les périphéries urbaines. Ce qui, sur le plan social signifie :

- cumul de logements,
- cumul d'emplois,
- cumul d'infrastructures (commerciale, administrative, sanitaire, scolaire...)

C'est là une générale tendance à substituer "l'urbanisme dominé à l'urbanisme subi". Il s'agira donc, pour chaque bonne politique sociale, d'essayer de pallier aux multiples difficultés des grands centres urbains liées aux mutations socio-professionnelles :

- Transports des citadins de leur logis au lieu d'emploi,
- Délinquance, chômage,
- Isolement des citadins par individualisme.

La mutation rapide des structures économiques, à la ville, entraîne-t-elle une évolution aussi rapide des conditions sociales et professionnelles ? C'est ainsi que dans la mobilité de l'emploi, les travailleurs doivent changer d'activité pour s'adapter aux nouvelles orientations et infrastructures économiques du pays et des divers lieux de résidence. D'où l'intérêt social des questions de formation et de perfectionnement professionnels. C'est peut-être en ce sens que la Banque Mondiale, dans une étude établie sur le Maroc, a souligné qu'avec l'augmentation de la population en vue, il sera très difficile de maintenir des standards économiques ici et là. Et que pour la Tunisie, avec l'impossibilité pour les populations de survivre sur les terres disponibles, il vaut mieux procéder à une exportation du surplus de main-d'oeuvre.

En Algérie, la situation révèle de façon dramatique à quel point l'explosion démographique peut impliquer des problèmes économiques, sociaux et politiques pour un pays donné. Cette poussée de la population algérienne date déjà de l'occupation française, mais est passée sous silence des années durant. Son évidence, en étant cependant démontrée par certains taux de chômage : 800.000 habitants en 1961 et 2 millions en 1964 pour passer à 2,7 millions en 1968, période pendant laquelle 50 pour 100 des hommes actifs et 80 pour 100 des femmes étaient sans emploi. Et conformément à un article d'El Moujahib, le journal du Front National de Libération, 30 pour 100 seulement des forces vives étaient utilisées plus de 50 jours par an en 1968. L'obtention d'un emploi par des ouvriers algériens émigrés en France procurait des subsides à beaucoup de familles en Algérie.

L'âge d'extrême jeunesse de la population, avec 56 pour 100 du total au recensement de 1966, se situant au dessous de 19 ans, indiquait que 200.000 personnes environ intégraient le marché du travail, par an et que ce taux pourrait doubler à la génération d'après. Dans le secteur rural, des milliers de gens sont sans terre et les fermes collectives établies par le gouvernement, et qui étaient autrefois propriétés des Européens sont généralement surpeuplées et ont encore besoin d'administrateurs qualifiés. Le pays doit fournir un effort sur le plan alimentaire. Et en 1967, le Ministre de l'éducation a dit que 3/5 des écoliers algériens étaient des sous-alimentés. C'est ainsi que les Nations Unies, les Etats-Unis et d'autres puissances ont envoyé des quantités substantielles de vivres pour pallier aux carences de ces dernières années.

Que penser des motivations de la migration maghrébine ?

D'une manière générale en Afrique, l'homme vit en parfaite symbiose avec son milieu ambiant. Etant donné l'importance de l'écologie dans l'existence et toute la cosmogonie africaine, il n'est pas étonnant de constater que les migrations sont souvent motivées par des besoins de conformité avec l'environnement. La recherche des points d'eau, de la verdure explique quelques aspects du nomadisme ou du semi-nomadisme dans les zones sud et nord du Sahara : départ des oasis sahariennes vers les villes d'Afrique du Nord; mouvements migratoires du contexte rural maghrébin; pèlerinage annuel à la Mecque, ou bien même à Moulay Idriss (Maroc) et à Kairouan (Tunisie). Savoir préciser les causes et motivations de la migration (notamment de la campagne vers la ville) en Afrique, c'est pouvoir poser les bases du phénomène moderne d'évolution des villes. C'est pouvoir établir que les principales villes constituent, en général et à un degré extraordinaire, des centres de modernisation. Tout en étant des capitales intellectuelles et sociales, ces villes servent toujours de sièges aux gouvernements et en tant que tels des foyers d'activités politiques intenses de même que des centres principaux de transactions économiques (carrefours commerciaux, marchés industriels et financiers ...). C'est ainsi qu'au Maroc, pays à longue tradition d'urbanisation et comportant une dizaine de villes de plus de 100.000 habitants, Casablanca détient plus de la moitié des entreprises commerciales et financières du pays, ainsi que 70 pour 100 d'employés dans l'industrie. Autour de 1970, à elle seule, la ville de Casablanca utilisait 59 pour 100 d'électricité de haute tension, 1/3 des appareils téléphoniques et 2/5 des médecins de tout le Maroc. Dans le cadre de leur évolution géographique, socio-économique et politique, ces villes se présentent souvent de la même manière : Le noyau demeure l'ancien site indigène protégé et agrandi de la nouvelle

ville née de la structuration urbaine européenne et qui constitue ici et là le "central business district". Et le quartier commercial est à son tour flanqué des traditionnels bidonvilles réservés aux migrants des campagnes, des autres villes ou autres pays.

L'étude en cours devra établir des données plus récentes (autres que celles de 1960) sur :

- le ravitaillement alimentaire à Tunis et Casablanca,
- l'infrastructure sanitaire (W.C., Eau, électricité),
- densité urbaine très élevée dans les "médiinas" de Casablanca et de Tunis et dans la "Gashba" d'Alger variant de 465-1.240 par ha. autour de 1960.
- la nécessité d'habitat nouveau pour résorber les populations des "bidonvilles" et des "shanty towns". C'est ainsi qu'en 1960, on retient 5.000.000 ha. des villes marocaines et 180.000 ha. à Casablanca dans des bidonvilles contre 1/3 de la population algéroise. 1/

Comment programmer l'installation des immigrants dans les agglomérations constituant les faubourgs des grandes villes africaines ? Comment faire face aux besoins nouveaux de l'habitat des nouvelles cités africaines, véritables "villes champignons" ?

On sait que d'énormes efforts sont entrepris ici et là pour réduire les dimensions de ce problème socio-économique. Il faut notamment retenir les tentatives consistant à construire des habitations à loyers modérés. C'est en ce sens que le gouvernement marocain, vers 1958, avait déjà édifié quelques 32.000 logements, sans pour autant satisfaire la demande. Et ce, malgré l'aide financière et technique accordée aux constructeurs privés pour résorber le mal social. Les premières constructions revenant aux responsables locaux et aux diplomates étrangers, tandis que les migrants sont confrontés à la recherche du "minimum vital".

2. Cas de Tunis

Lors du Groupe de Travail sur les Etudes de la Fécondité et l'Evaluation des Programmes de Population, organisé par la CEA du 26 au 30 janvier 1970 à Addis-Abéba, le rapport établi par la Tunisie stipulait que les mesures prises sont l'un des aspects de leur politique de population. Car une évaluation des programmes de population met en valeur l'existence d'autres facteurs complexes de nature économique, sociale et politique agissant comme autant de freins qui empêchent une évolution saine et harmonieuse de la société.

D'ailleurs, l'effort de limitation des naissances, pour la Tunisie, serait voué à l'échec s'il ne trouvait pas un environnement favorable. Le Sous-Secrétariat d'Etat au Plan avait adopté dans le plan quadriennal, l'hypothèse suivante :

- 1/ E/CN.14/HOUPA/3, 28 novembre 1962, "Housing in Africa : Problems and Policies".
- Fredji Stanbuli "Urbanisme et développement en Tunisie", revue tunisienne de sécurité sociale IV 169 (mars 1967), pp. 77-109
- Milton Santos "Vues actuelles sur les problèmes des bidonvilles", Information géographique, LXX, No. 4 (septembre-octobre 1966), pp. 143-150.

- Le développement de l'enseignement et de la culture, l'accroissement du niveau de la population, l'afflux de plus en plus important de la femme tunisienne sur le marché du travail constituaient les conditions favorables à un contrôle de naissances.

- Des réformes ont été entreprises en vue de sédentariser les nomades et d'harmoniser les rapports entre population urbaine et population rurale. Une restructuration de la vie nomade et rurale a commencé par la distribution des terres et l'octroi d'aide matérielle aux nomades telle que la construction de cités populaires en vue de les sédentariser et de les pousser à s'orienter vers l'agriculture.

- Création d'un Office national de l'élevage qui interdit aux nomades toute nature de pâturage qui freine leur vie pastorale et contribue ainsi à les sédentariser. Toute formule d'intégration des nomades ne pouvant réussir que si on leur propose un milieu dont les valeurs correspondent à celles du secteur traditionnel.

- La volonté d'urbanisation en Tunisie se confond avec une résolution de l'exode rural : véritable campagne de "dégourbification" en vue de la construction de cités urbaines. Cette campagne a deux buts : fixer les nouveaux venus et renvoyer les chômeurs chez eux.

- Révision de la politique foncière par instauration d'un système coopératif et résorption du chômage rural grâce aux "pôles de développement" tandis que les villes deviennent des "centres coordinateurs des activités de la région". D'où politique de décentralisation du Gouvernement tunisien : industries installées en pleine steppe pour la création des emplois. C'est ainsi que pour éviter de faire de Tunis un pôle d'attraction de la population rurale, le Ministère de l'Intérieur a pris des mesures concrètes contre l'exode rural :

- Ne peuvent habiter la capitale que ceux qui ont un emploi et un lieu d'habitation fixe.
- Identification des nouveaux-venus en ville.

Lors des rencontres et séances de travail, des échanges avec les responsables de la Statistique et de la Démographie nous ont permis de cerner la double question migration-urbanisation à partir des deux aspects : historique et enquête. Pour les responsables tunisiens, le Gouvernement est de plus en plus conscient de l'exode rural, source d'émigration vers Tunis avec les implications socio-économiques liées au phénomène d'urbanisation. Les services nationaux ont procédé en 1966 à un recensement "de facto" qui a facilité une étude de la migration grâce à une méthode double :

- demander, lors d'une enquête, aux personnes de préciser leur situation de résidence. Situation qu'il s'agissait de prendre à un moment donné pour indiquer l'année et l'origine de migration des "nouveaux-venus",
- prendre la date de recensement effectué déjà en telle période et en tel lieu (temps et espace) afin de préciser si les personnes se sont déplacées dans l'intervalle temps.

Pour Tunis, la première méthode a été facilitée par une date critère, les "inondations nationales de Tunisie" de septembre-décembre 1969. C'est ainsi qu'il a été possible de comptabiliser le flux d'immigration. 1/

Il fallait ajouter à cela ce qu'on pouvait préciser comme éléments relatifs au volume de la migration par groupe s'il était nécessaire selon le gouvernorat d'origine et la date. Cela permet des hypothèses sur le solde de la migration pendant les cinq dernières années. Ainsi, s'agissant de la ville de Tunis uniquement, on peut retenir un flot de 10.000 à 13.000 migrants par an.

A Tunis, l'enquête sur la migration s'est établie à deux passages et sur des échantillons "d'îlots de recensement". Il a fallu dénombrer tous les nouveaux quartiers, en collaboration avec des organismes de construction, d'aménagement du territoire, à partir de diverses catégories d'indicateurs. Dans cet esprit, tout nouvel immeuble de 25 à 27 habitants devenait un "îlot de recensement". Un questionnaire collectif permettait également d'obtenir d'autres données.

Il faut ici retenir que malgré l'effort déployé ce recensement demeura délicat et les résultats n'en furent pas parfaits. Il s'avéra par exemple difficile de préciser la catégorie socio-professionnelle des travailleurs autres que "mensuels". Car certains "journaliers" obtenaient du travail, une ou deux fois par semaine et sans plus. Ainsi, pour l'enquête demandée par le Plan, le questionnaire porta sur la "masse active flottante". On a doublé ce premier questionnaire par un second portant sur la fécondité pour essayer de déterminer le degré d'intégration du migrant depuis son origine jusqu'à son installation dans l'agglomération tunisoise. Le salaire et le revenu devenaient, évidemment, d'autres indicateurs pour savoir si le migrant était sous-employé ou non.

Les tentatives d'approche ont été réalisées sur des échantillons au sein des îlots définis comme étant des regroupements de 20 à 30 appartements dans un immeuble. Et pourtant, deux photographies du même échantillon peuvent donner plusieurs possibilités dans un même îlot. Aussi, dans l'îlot-échantillon, il faut faire indiquer :

- le lieu de destination du partant,
- la date d'arrivée d'un nouvel occupant,
- la date de départ d'un groupe entier.

On cherche ainsi à déterminer les mouvements internes au sein de la population des îlots pour préciser les éléments constitutifs de la population migrante entière.

D'où le chiffre de 13.000 avancé pour l'agglomération tunisienne estimée à 900.000-ha. Les indications permettant l'établissement de ces données partent des listes de constructions achevées entre 1966-72 par les organismes de construction et la municipalité. On peut exploiter également les précisions établies sur les loyers en vue de corriger les index du coût de la vie. Les services nationaux de Tunisie ont en préparation une étude synthétique sur les deux premières enquêtes. Mais il y a des difficultés incommensurables. Le bureau de placement (main-d'oeuvre) détient des renseignements en deçà des réalités quoiqu'établis à partir des demandes

1/ M. Picouet, Descriptions et analyses rapides des migrations intérieures en Tunisie, Institut National de la Statistique, Tunis, février 1970.

d'emploi et des fiches établies en conséquence. Les documents opérationnels doivent en effet préciser les catégories socio-professionnelles. On ne pourra disposer de données valables qu'après le prochain recensement prévu par le Gouvernement tunisien pour 1976.

Un recensement général portant sur la population et les logements en mai 1966 donnait des indications sur l'ensemble de l'agglomération administrative appelée Commune Tunisoise :

- nombre de ménages	85.879
dont :	
- nombre d'hommes	245.921
- nombre de femmes	217.052
	<hr/>
Total...	462.973

La caractéristique essentielle de la population générale de Tunisie est qu'il n'y a pas de différenciation :

- pas de différence tribale,
- pas de différence ethnique,
- pas de différence dialectale

sauf dans le Sud où vivent des Berbères appartenant à la minorité Schlah.

En fin 1972 début 1973, il y eut une enquête sur la migration et l'emploi sous l'égide des services des statistiques démographiques. Ce fut une enquête à deux passages avec tentative de préciser les informations sur :

- le logement
- la migration
- l'emploi
- la fécondité

Dans son avant-propos^{1/}, M. Picouet précisait que toute étude démographique dépend des sources statistiques disponibles, de leur importance et leur qualité, Si celles-ci sont nombreuses en Tunisie, où depuis 1921 on procède au recensement périodique de la population, peu d'entre elles, traitent spécifiquement des migrations intérieures; phénomène qui touche pourtant une large fraction de la population. Une étude à partir des données du recensement de 1966 comprenait une investigation de la migration et avait un intérêt par :

- la connaissance des mouvements migratoires à travers les sources statistiques antérieures à 1966;
- l'analyse du phénomène aux caractéristiques démographiques et économiques essentielles du migrant : âge, sexe, profession, date de migration, etc.

Une étude poussée de la migration comporte le double aspect descriptif et analytique. La confirmation des données fondamentales à une telle étude est nécessitée par une enquête jumelée. S'agissant de la Tunisie, en général, l'intensité et le sens des mouvements migratoires traditionnels étaient dictés par les conditions naturelles :

^{1/} Description et analyse rapide des migrations intérieures en Tunisie, Picouet, 1970.

- remontée permanente des nomades vers le Nord,
- remontée des habitants des oasis après la fin du commerce transaharien,
- remontée de djerbiens vers les centres urbains pour y exercer le métier d'épicier,
- attrait des grands centres, après l'implantation européenne et l'industrialisation, grossissant l'écart ville-campagne.

De 1936 à 1966, on peut constater une évolution nette de la population des communes anciennes telles Tunis passant de 20,4% à 30,8% de l'ensemble de la Tunisie.

Il est à noter qu'à chaque recensement, le développement de Tunis entraîne un progressif "écrasement" des autres régions. En définitive, si la tendance générale reste une augmentation de la population urbaine qui tend au dépeuplement progressif de la campagne au profit des villes, il ressort de l'analyse que l'accroissement démographique réel est principalement dû au développement des villes. Les grandes villes jouent à la fois un rôle d'attraction sur les populations environnantes et de plaque tournante. Ainsi pour Tunis, capitale nationale puis régionales ainsi que centre relais, l'intérêt est triple.

On peut donc retenir que les causes, les motivations déterminantes de ces mouvements migratoires sont multiples. Mais si nous nous en tenons uniquement à Tunis et aux périodes respectives on doit insister sur la colonisation, l'indépendance et la phase d'industrialisation. L'attraction du centre urbain tunisois n'est pas un phénomène nouveau mais se caractérise par l'importance de communautés étrangères d'où le cosmopolitisme de la capitale tunisienne : Turcs, Maltais, Israélites, Espagnols, Français Ainsi on retient 1921 comme date d'équilibre, d'égalité en effectifs européen et tunisien. L'accroissement démographique de Tunis dû aux mouvements migratoires n'a été interrompu que vers 1950 à cause de l'incertitude politique. Mais un nouveau "rush" s'observe après l'indépendance et l'on retient 285.732 personnes originaires d'autres régions et représentant 36% de la population du gouvernorat de Tunis. Par ailleurs,

- 58% de migrants viennent d'autres gouvernorats
- 42% de migrants sont originaires d'autres pays.

Répartition des migrants de Tunis suivant la région d'origine

Gouvernorats et régions	Migrants	Proportion des migrants	Taux p. mille
Bizerte	23.903	3,0	72,5
Nord-Est	42.713	5,4	-
Sousse	29.773	3,8	57,1
Sfax	18.923	2,1	39,8
Sahel	46.700	5,9	-
Haut-Tell	89.646	11,4	-
Centre	20.458	2,6	-
Sud	47.775	6,1	-

Ce tableau indique que l'agglomération tunisoise attire surtout les habitants du Haut-Tell soit 11,4% de la population tunisoise représentant 36,3% de l'ensemble des immigrants de Tunis à cette date. Les grandes voies de communications exercent une influence certaine sur les migrants vers Tunis. Quant à la grande distance d'avec Tunis, cela peut avoir un effet atténuant. Retenons enfin que 63% des immigrants à Tunis, originaires du Haut-Tell, sont des ruraux.

C. IMPLICATIONS SOCIO-ECONOMIQUES DES MIGRATIONS INTERNES

I. Evolution de Tunis

Cette évolution démographique de l'agglomération tunisoise résulte de l'implantation des immigrants de toutes origines et provoquant la distinction entre la "ville-prigine" (le centre) et la "ville-moderne" (la banlieue). Il faut alors retenir divers groupes de localisation : Tunis-ville, banlieue-ouest, banlieue-nord, banlieue sud-est, banlieue nord-ouest. Dans le cadre de l'évolution de l'agglomération totale, le peuplement européen a eu une influence sur le centre Tunis-ville.

Par contre la population de la banlieue au augmenté d'une façon continue et suivant un accroissement très fort sans le ralentissement que l'on observe dans l'accroissement de la population communale du pays entre 1946 et 1956.

L'Institut national de la statistique de Tunis dans son enquête^{1/} visait à

- saisir le mécanisme de la migration en direction de Tunis et les effets du phénomène sur les structures démographiques de l'agglomération tunisoise;
- permettre une estimation de la population de Tunis en 1972;
- décrire le niveau de l'emploi dans l'agglomération tunisoise et les effets de la migration.

Il fallait notamment dans un second passage de l'enquête dans les villes secondaires, déterminer l'importance du flux migratoire vers la capitale, évaluer si la potentialité de mouvements change. D'où une technique d'observation par palier :

- Enquête A en avril 1972
- Enquête B en avril 1973

C'est le sondage par groupe qui a été utilisé, avec ses facilités et ses risques. On a constaté au moins que 2% des ménages de l'échantillon des flots ont pu échapper à l'observation. Ce qui est assez réduit comme déchet. On a comparé l'estimation de l'enquête avec une autre sur la population tunisoise (recensement de mai 1966). Obtention de résultats cohérents entre les deux quoiqu'avec des sources totalement indépendantes. Cela, en termes d'accroissement, a signifié que la population de l'agglomération tunisoise s'est accrue en dix ans de 170.000 personnes, soit 28.000 personnes en moyenne par an. Ce qui correspondrait à un taux moyen d'accroissement global égal à 3,94%. Les composantes de ce taux sont d'après les chiffres :

- 2,44% d'accroissement naturel,
- 2,32% de migration interne nette,
- (-0,82%) de migration internationale nette.

taux valables pour la période de 1966-1972 et sous réserve d'erreur.

Les quelques résultats de cette enquête ont été rassemblés en des tableaux MM (Mouvements migratoires) conformément à la liste suivante :

- MM₁ Population par groupe d'âge et sexe avec situation de résidence des individus et type de déplacement du ménage vers l'agglomération tunisoise auquel appartient cet individu.
- MM₂ Etat matrimonial par groupe d'âge et sexe.
- MM₃ Population par groupe d'âge, sexe, degré d'instruction et type de déplacement de l'individu vers l'agglomération tunisoise.
- MM₄ Population par groupe d'âge, type du déplacement de l'individu, l'année de son arrivée dans Tunis et le sexe.
- MM₅ Population par groupe d'âge, sexe et lieu de naissance.
- MM₆ Population migrante originaire de l'agglomération tunisoise.

^{1/} Enquête migration et emploi, Tunis No. 4, janvier 1973, fascicule 1.

Ces données doivent être complétées par les éléments retenus par Michel Picouet sous le titre :

"La migration dans la croissance de l'agglomération de Tunis"; la projection 1966-1991 souligne un apport permanent de la migration. Mais il est bon de préciser que les données sur le recensement et l'état civil sont rarement utilisables sans ajustements. Il est établi qu'actuellement, plus de la moitié de la croissance de l'agglomération tunisoise résulte des flux migratoires originaires des autres régions du pays. L'hypothèse sur la migration tient compte du niveau assez fort retenu déjà lors du recensement de mai 1966 et de la pression démographique ayant des implications sur le phénomène migratoire. Par ailleurs, l'émigration internationale est cause de ponction sur le flux migratoire de Tunis-ville : l'Office national de l'emploi indique pour les années 1969, 1970 et 1971 que les sorties au départ de Tunis même représentent 25 pour 100 de l'émigration tunisienne totale.

C'est sur la série des taux de migration nette par âge (effectifs nets par âge des migrants rapportés à la population d'origine), et sur l'importance de la participation de l'A.T. à l'émigration internationale que porteront nos hypothèses associant ainsi les flux internes et les flux internationaux.

Hypothèse 1 : La pression des campagnes sur les villes va être de plus en plus forte. Tunis restera le pôle d'attraction privilégié des émigrants et les taux de migration vont augmenter. C'est aux âges où l'intensité de la migration est forte que l'on enregistrera les variations les plus importantes. L'accroissement de la migration interne favorisera l'émigration internationale au départ de Tunis, qui aura tendance à croître au même rythme, (dans la mesure où elle concerne davantage la population non-originale).

Hypothèse 2 : Le niveau de la migration reste constant. L'A.T. puise dans chaque groupe d'âge de la population du reste du pays la même proportion de migrants au cours de la période de projection. La part de l'A.T. dans l'émigration internationale reste également constante.

Hypothèse 3 : La proportion de migrant que l'A.T. puise dans chaque groupe d'âge de la population du reste du pays baissera. La concurrence des flux internationaux se fera plus vive et la participation de l'A.T. à ces flux diminuera. Cette évolution laisse supposer la création d'autres pôles d'attraction que Tunis.

En définitive, la longue tradition d'immigration vers l'agglomération de Tunis déterminerait un processus de croissance très rapide, même dans l'hypothèse d'un ralentissement conséquent de la migration (H_3).

En effet, le rajeunissement de la structure par âge de la population de l'A.T., la proportion de plus en plus importante d'individus aux âges de faible mortalité, l'importance accrue du nombre de femmes aux âges de forte fécondité entraînerait, malgré la baisse de fécondité importante envisagée, un fort taux d'accroissement naturel. Il faut ainsi attendre 1991 pour enregistrer une baisse notable de ce taux.

Ces potentialités d'accroissement très difficile à résorber sont en grande partie la conséquence de la migration qui cumule ses effets. Ainsi le phénomène est aggravé par le fait que l'émigration vers le reste du pays prenant origine à Tunis concerne des personnes d'âge plus élevé (retours aux pays natals des anciens émigrants).

A l'effet direct, de l'accroissement des effectifs, la migration, lorsqu'elle joue avec une certaine permanence entraîne des effets secondaires, dont le plus évident est le maintien (ou la hausse), à un niveau élevé du taux d'accroissement naturel. On remarque ainsi que dans des conditions de mortalité et de fécondité égales, le taux d'accroissement naturel baisse plus vite dans H_3 que dans H_1 .

Il importe donc, de ne pas voir le phénomène d'urbanisation comme un simple transfert de population de la campagne vers les villes, mais comme un transfert de potentialités de croissance.

L'accumulation actuelle de ces potentialités, (forte migration, forte fécondité), laisse prévoir pour les deux décennies à venir un accroissement considérable de la population de l'A.T.. Seul un reversement complet de la situation, forte émigration de Tunis vers le reste du pays avec des taux de migration nette très négatifs, entrainerait une évolution contraire et ceci est peu probable ...

Aussi, parallèlement aux efforts pour ralentir cette croissance, c'est toute une politique de l'aménagement urbain qui doit être entreprises sans retard. Dans dix ans l'A.T. comptera 540.000 habitants de plus, dans vingt ans 1.300.000; il faudra construire des logements des écoles, des hôpitaux, aménager les activités urbaines pour accueillir cette nouvelle population, sans compter les problèmes d'intégration, d'organisation de la vie urbaine qu'il faudra résoudre.

Il apparaît indéniable que cette politique d'aménagement de l'A.T. ne peut être dissociée de la politique d'ensemble. La clef du succès passe également par le développement des métropoles de l'intérieur et l'aménagement de la vie rurale. C'est en réduisant le transfert de potentialités de croissance que l'on aboutira à long terme à équilibrer la croissance de l'ensemble du pays.

L'influence de la migration sur la croissance des grandes agglomérations est un fait connu. Ce qui l'est moins, c'est la façon dont elle intervient dans le processus lorsqu'elle joue avec une certaine permanence. Le cas de l'agglomération de Tunis est exemplaire. L'immigration y a été toujours forte et elle semble s'accélérer ces dernières années. D'autre part, la pression démographique commence seulement à jouer pleinement sur la migration (arrivée à l'âge où l'on migre de générations de plus en plus nombreuses nées après 1950).

Trois hypothèses sur l'évolution de la migration future ont été faites. Il s'agit d'étudier les effets de la migration, suivant qu'elle sera croissante, constante, décroissante au cours de la période de projection (1986 - 1991).

Les résultats montrent que la longue tradition d'immigration vers l'agglomération déterminerait un processus de croissance rapide et soutenu, même dans l'hypothèse d'un ralentissement conséquent de la migration. L'effet direct de l'accroissement des effectifs, la migration entraîne le maintien à un niveau élevé de l'accroissement naturel. Le phénomène d'urbanisation n'apparaît plus comme un simple transfert de population de la campagne vers les villes, mais comme un transfert de potentialités de croissance qu'il est très difficile de résorber.

L'accumulation actuelle de ces potentialités (forte migration, forte fécondité) laisse prévoir pour l'agglomération de Tunis un accroissement considérable dans les deux décennies à venir. Seul un renversement complet de la situation (forte émigration de Tunis vers le reste du pays avec un solde migratoire négatif) entrainerait une évolution contraire et ceci est peu probable

Population de l'Agglomération de Tunis, du Reste du Pays et de la Tunisie
(estimations de 1966 à 1991)

Années	Agglomération de Tunis			Reste du Pays			Tunisie
	H ₁	H ₂	H ₃	H ₁	H ₂	H ₃	
Sexe masculin							
1966		359			1991		2350
1971		448			2136		2584
1976	566	565	558	2286	2287	2297	2852
1981	716	712	687	2473	2477	2502	3189
1986	898	890	833	2644	2652	2709	3542
1991	1116	1100	989	2989	3005	3116	4105
Sexe féminin							
1966		337			2032		2369
1971		432			2218		2650
1976	553	551	544	2414	2416	2423	2967
1981	706	699	674	2641	2648	2673	3347
1986	896	880	823	2865	2881	2938	3761
1991	1117	1088	980	3180	3209	3317	4297
Ensemble							
1966		696			4023		4719
1971		880			4354		5234
1976	1119	1116	1102	4700	4703	4717	5819
1981	1422	1411	1361	5114	5125	5175	6536
1986	1794	1770	1656	5509	5533	5647	7303
1991	2233	2188	1970	6169	6214	6432	8402

Sources :

- (1) Tout ce qui concerne l'ensemble national est tiré de l'article de A. Marcoux "La croissance de la population de la Tunisie - Passé récent et perspectives" in Population, mars 1971, N) spécial Maghreb. Nous avons étendu les perspectives de A.M. jusqu'en 1991.
- (2) Les forts taux d'accroissement naturel sont la conséquence de la vague de mariage qui a suivi l'annonce du relèvement de l'âge au mariage, loi du 20 février 1964.
- (3) J. Vallin, "La limitation des naissances en Tunisie" in Population, mars 1973.
- (4) J. Vallin et R. Lapham, "Place du planning familial dans l'évolution récente de la natalité en Tunisie", RTSS, 1969, No. 17 et 18.
- (5) M. Picouet, "Etude de l'évolution de la structure par âge de la population tunisienne", RTSS, 1969, No. 17 et 18.
- (6) END, résultats provisoires, SEPEN, Tunis 1968.
- (7) Journées d'études sur le planning familial, Tunis, Avril 1971.
- (8) Pour réaliser cet ajustement on a supposé que la répartition par âge des migrants subissait peu de variations dans le temps, (se référer aux travaux de R.T. Eldridge pour les USA et de Hagerstrand pour la Suède).
- (9) Il n'a pas été jugé utile de publier ici tous les résultats chiffrés de l'étude. Nous ne donnons en annexe que les résultats globaux.
- (10) Les naissances issues de l'ères migrantes sont comptées à la fois dans les effectifs migrants et également dans l'ensemble des naissances. L'ajustement "naissances migrantes" rectifie le biais introduit par ce double comptage.

II. Evolution d'Alger

S'agissant de l'agglomération algéroise, selon la direction générale des statistiques démographiques, il n'existerait pas de données spécifiques sur la migration. Cependant, on peut trouver parmi les chiffres se rapportant à la population algérienne en général quelques estimations lointaines. Le volume de la migration pourrait être ainsi déterminé sans que celle-ci soit pour autant saisie comme un phénomène spécial ou "sui generis". C'est ainsi que pour l'exode rurale on retient un taux annuel de 8% pour le Grand-Alger et de 6,5% pour Alger. Il paraît donc recommandé de retenir 6,5% comme taux annuel de l'agglomération algéroise. Il semble par exemple difficile de donner de chiffres sur ce qu'il est convenu d'appeler les "nouveaux-venus". Il existe également des chiffres provisoires concernant les demandes et offres d'emploi et de main-d'oeuvre disponible. Des études non encore exploitables sont en cours sur le logement et l'habitat au niveau du COMEDOR. Par ailleurs, on attend la soutenance et la diffusion éventuelle de deux thèses sur Alger (dont une de Spécialité et une d'Etat).

En Algérie, on retient les dates suivantes pour les recensements : 1948, 1954, 1966 et 1976 (en préparation). La période 1954-60 eut sur ce pays une importance décisive non seulement pour l'histoire politique mais encore pour son économie et sa géographie humaine. La répartition spatiale de la population a été bouleversée par les mouvements migratoires d'une rare ampleur. Ces mouvements comportaient le déplacement des habitants des montagnes vers les plaines lors des opérations de regroupement, le départ de la communauté de souche européenne, l'afflux massif des ruraux vers les centres urbains et d'autres migrations internes encore mal cernées. C'est en ce sens que le Conseil National de Révolution Populaire (C.N.R.P.) d'Algérie entreprit de saisir la nature et le volume des mouvements démographiques des différentes régions, les facteurs déterminants d'attraction ou de répulsion sur la population. D'où un document commencé en 1968, mis en forme en 1969 et dont est extrait le tableau ci-dessous se rapportant à la Wilaya d'Alger et établi par le Commissariat National au Recensement. Il faut rappeler qu'il y a eu modification des limites administratives de l'Algérie du Nord entre 1954 et 1966.

Daïra	Population 1954	Population 1966	Evolution 1954-66			
			Nombre	sur 12 ans	% annuel	Temps de doublement
Grand Alger	580.687	936.964	356.277	61,35	4,1	18
Alger Sahel	72.512	110.423	37.911	52,26	3,6	20
Blida	238.951	335.185	96.234	40,27	2,9	25
Dar El Beïda	187.780	249.777	61.997	33,01	2,4	30
Total Wilaya Alger	1.072.930	1.632.349	552.419	51,15	3,5	21

La Wilaya d'Alger comporte 42 communes. Et la carte démographique indique, en 1970, pour la zone une densité de 2.050 h. km² dans le Grand Sud.

Des éléments des dossiers documentaires édités par le Ministère de l'Information et de la Culture 1/ font état de la situation démographique dans les villes d'Algérie. La définition des types de ville tient compte à la fois de la taille de la population totale et de la population active, de la nature des activités, des relations des villes entre elles et avec leur environnement agricole. L'industrialisation modifie à la fois les rapports de ville à ville et les rapports entre ville et région. L'Algérie connaît encore à l'heure actuelle un réseau urbain hiérarchisé de la métropole nationale aux métropoles régionales et aux relais régionaux et locaux. La fonction locale régionale ou nationale des différentes villes traduit l'extension de la zone d'influence des activités de la ville, la nature locale régionale, la production industrielle et artisanale, sa capacité de développer les relations de services et d'échanges avec les autres villes et avec la zone rurale.

La ville d'Alger exerce son contrôle politique, économique et culturel sur l'ensemble de l'Algérie. C'est la métropole nationale vers laquelle converge l'infrastructure des voies de communications. La population d'Alger 943.511 ha. en 1966, représente 7,8% de la population totale algérienne et 20% de la population des communes urbaines. La population de l'agglomération intercommunale d'Alger et de sa couronne suburbaine, représente 23% de la population des communes urbaines et 9% de la population totale de l'Algérie.

La région d'Alger englobe tout le moyen Chelif à l'Ouest jusqu'à El Asnam, toute la Grande Kabylie à l'Est jusqu'à Bejaïa et s'étend au Sud jusqu'à l'Atlas Saharien. Alger centralise les activités au point que l'on y compte 31,4% des salariés réguliers de l'ensemble des villes en 1966 soit 136.668 salariés réguliers pour un total de 435.188 salariés réguliers urbains. Sur un total de 69.751 salariés réguliers de l'industrie dans les villes, Alger compte 26.528 soit 38%; sur un total de 34.219; et sur un total de 196.952 salariés réguliers urbains des services 31% soit 60.707. Ainsi, la métropole nationale qui compte seulement 20% de la population urbaine de l'Algérie domine nettement par le nombre d'emploi en 1966 et encore s'agit-il là de la seule population salariée domiciliée à Alger à l'exclusion des salariés qui résident dans les communes suburbaines. Outre Alger, trois villes Oran, Costantine et Annaba ont une influence régionale qui leur donne un rôle de métropole régionale. Dans la région du centre le rôle d'Alger est déterminant et le démarrage d'El Asnam, Médéa et Tizi-Ouzou en est affecté. La seule complémentarité est dans les rôles réciproques d'Alger, de sa zone industrielle et de Blida. Mise à part la prédominance d'Alger et la dominance d'Oran, Costantine et Annaba, la hiérarchie des villes est à l'heure actuelle en pleine mutation, dans la mesure où l'espace de consommation s'élargit et où l'espace de production industrielle et agricole se renforce, se diversifie et se spécialise.

Vu le cours de la croissance urbaine, il est probable que les deux tiers de l'accroissement de la population de l'Algérie se situeront dans les villes durant les 30 prochaines années. Hypothèse forte, de prime abord, mais il est important de rappeler que la croissance urbaine sera à la fois quantitative dans les villes actuelles et qualitative, entraînant l'accession de chefs-lieux ruraux au rang des villes. Le facteur le plus difficile à mesurer dans l'accroissement urbain est précisément l'exode rural. L'Algérie ayant opté pour un système socialiste

1/ Dossier No. 19-20 de décembre 1972 par C. Bardinet.

dans le cadre d'une économie planifiée, il paraît logique d'attendre de la politique d'industrialisation des effets induits importants dans le domaine des emplois à la fois industriels et des services. De même la politique de révolution agraire doit entraîner normalement une croissance des emplois agricoles et des services dans la zones rurale. On peut donc s'attendre à ce que l'exode rural reflète assez exactement le rapport entre l'évolution des emplois urbains et ruraux et l'évolution de la population des villes et des campagnes. L'exploitation du recensement de 1966 a montré que la part de la population résidant déjà en 1962 dans la même daïra que la ville, oscille entre 75 et 95%.

En période historique exceptionnelle, il est intéressant de noter que c'est le facteur de proximité géographique à la ville qui a été déterminant. Les migrations internes sont sans doute aujourd'hui organisées en courants plus établis qui procèdent sans doute par étape, de la zone éparse vers les chefs-lieux les plus proches sans priorités pour le chef-lieu de la même commune puis ensuite selon l'attraction de l'emploi vers les chefs-lieux dont l'économie urbaine est la plus dynamique. L'analyse des mouvements en 1962 met en évidence quelques courants bien établis. Les villes de la wilaya d'Alger sont peuplées en moyenne en 1966 de 76% de la population née avant 1962 et résidant à cette époque dans la même daïra que la ville.

La croissance urbaine d'ici l'an 2000 sera fonction davantage de l'accroissement naturel de la population déjà urbanisée que de l'apport migratoire. Tenant compte de l'évolution de la définition de la ville et de l'extension spatiale du phénomène d'urbanisation, l'on s'attend à ce qu'un nombre plus important d'agglomérations soit considéré comme villes durant cette période à venir. Telle est la publication faite par la Direction des Statistiques à propos de l'évolution globale des populations des secteurs urbains et ruraux dans les régions algériennes. C'est au sens d'hypothèse forte. Dès à présent, les perspectives de population urbaine pour les 94 chefs-lieux urbains considérés comme tels en 1966 permettent d'estimer la population urbaine en 1986 à 14.530.000 habitants soit 61% de la population totale alors estimée à 23.750.000 habitants.

Pour compléter les caractéristiques de la population urbaine algérienne, il faut ici rappeler des concepts et des résultats disponibles sur les migrations internes à partir de méthodes d'approches lors d'enquêtes régionales ^{1/} d'où la saisie de mécanisme qui régissent les mouvements de population à l'intérieur du pays. Leur intérêt retenu au plus haut niveau a permis d'en préciser les conséquences liées:

- à la guerre de libération nationale (1954-62),
- à l'organisation du système économique colonial.

^{1/} Quelques caractéristiques de la population urbaine - Alger, août 1972.

Aussi à la recherche d'un processus de développement équilibré, on a considéré, à juste titre d'ailleurs, la population comme paramètre d'analyse le plus important. Et cela pour lutter contre les disparités régionales, tout en tenant compte des potentialités de chaque Wilaya. C'est en ce sens que, pour ce qui nous préoccupe ici essentiellement, la Wilaya d'Alger possède un taux d'attrait chiffré à 48% contre 25% à Oran 3% aux Oasis, etc...

Retenons par ailleurs que, par définition, un secteur est dit urbain lorsque sa population se caractérise par au moins 1.000 actifs non agricoles présents, représentant plus de 75% des actifs présents. Les activités non agricoles sont exercées sur place et se distinguent par une prédominance du secteur non agricole bien différencié dans les actifs de la population agglomérée. C'est ainsi qu'Alger, métropole nationale, commande les activités de quelques communes limitrophes; d'où la constitution de ce qu'on définit par "agglomération sub-urbaine" et qui doit faire l'objet de programmation dans le cadre d'une urbanisation en fonction de la poussée démographique et du désir d'amélioration de l'habitat.

Une annexe du problème lié à l'urbanisation, fonction de, mouvements migratoires et de la poussée démographique, est le programme des équipements sociaux : habitat, équipement collectif, infrastructure sanitaire ... C'est ce qui sert de contenu à une politique visant à l'amélioration des conditions de vie et à la satisfaction des besoins fondamentaux de chaque Algérien ^{1/}. Il est clair que dans la phase actuelle du développement national algérien, le programme de construction de logements urbains reste en deça des besoins. Cependant, le rythme annuel de 6.500 logements ruraux et urbains livrés durant le Plan Triennal et les programmes antérieurs sera porté à 21.000 logements. Ce domaine de l'habitat a été perçu comme l'un des secteurs qui déterminent la modernisation de l'économie intégrée et la satisfaction des besoins essentiels. Ce programme de l'habitat, dans sa rubrique construction de logements urbains, devra permettre d'atténuer les tensions existant dans certaines villes et répondre aux besoins induits par le développement industriel dans les grands centres urbains et dans les régions minières ainsi qu'à l'extension de la formation (générale et professionnelle) et de l'éducation en général. C'est ainsi que l'ensemble de ces actions nécessitera une masse totale de 1.200 millions de dinars qui permettront de fournir 45.000 logements urbains durant la période. Une part importante de ces logements devra être réalisée en priorité dans les zones de développement industriel. Le développement de l'ensemble de l'agriculture et la transformation des conditions de vie des populations rurales gouvernent la nouvelle politique de l'habitat rural. Oeuvre de longue haleine, la modernisation de l'habitat rural conditionnera la stabilisation des populations dans les campagnes.

Sur la base des nouvelles villes orientales en matière d'équipement des collectivités locales, les dépenses d'équipement collectif qui prennent la place, en les élargissant, des dépenses d'équipement communal concernant les équipements suivants :

^{1/} Plan quadriennal 1970-73. Rapport général, janvier 1970.

- alimentation urbaine et rurale et eau potable,
- assainissements urbains,
- assainissements ruraux non agricoles,
- aménagements urbains et ruraux non agricoles,
- équipements sociaux,
- équipements administratifs.

Concernant l'agglomération algéroise, l'aménagement prévu visera les investissements suivants :

- infrastructure 50 millions de D.A.
- Grands aménagements 50 millions de D.A.
- Réseaux d'égouts 7 millions de D.A.
- voirie 10 millions de D.A.
- éclairage public 10 millions de D.A.
- eau potable 35 millions de D.A.

La croissance démographique en Algérie a déjà pour effet majeur une croissance de l'urbanisation. L'évolution qualitative de l'urbanisation dépend en Algérie des effets de la Révolution agraire en économie socialiste, de l'absorption rapide du trop plein de main-d'oeuvre, du développement des infrastructures et de la diffusion des services.

III. Evolution de Casablanca

Devoir parler de l'évolution de la ville marocaine de Casablanca, c'est avoir à statuer sur la transformation de la société marocaine au contact de l'occident ^{1/}. Casablanca est une vieille cité prestigieuse qui doit son importance au fait d'avoir été un creuset où s'est forgé l'avenir du pays. A cet intérêt propre à Casablanca comme grande ville s'ajoute la caractéristique "évolutive", propre à toute communauté humaine toujours "active" au nom même de la dynamique socio-historique. C'est par Casablanca que la muraille derrière laquelle le Maroc entier voulait s'enfermer a été ouverte le 5 août 1907 par l'enseigne de Vaisseau du français Ballande à bord du Galilée. Après un demi-siècle de contact avec l'occident (colonisation française), le Maroc est un pays à vieille tradition citadine. L'intensité des mutations socio-économiques fut plus grande dans les grands centres urbains qu'au niveau de la masse rurale. Car les Européens se sont concentrés dans les villes comme Casablanca et y ont exercé leurs activités sur tous les plans. La petite ville ancienne de Dâr El-Beïda^{2/} comptait déjà 20.000 habitants en 1907 et son enceinte était complétée par des huttes et des vergers : c'était alors une bourgade rurale. Dès lors la population de la ville de Casablanca se diversifiait en arabes musulmans majoritaires, en européens et en israélites, ne se mêlant pas et aux comportements distincts. Casablanca demeure l'exemple le plus significatif de la rapide urbanisation marocaine, elle-même caractérisée par un développement récent d'activités nouvelles et la constitutions de quartiers différents. C'est ainsi que des aspects anciens et modernes se côtoient au point qu'il existait plus de contraste en ville que dans le contexte rural. L'économie moderne en est la cause.

^{1/} Sous-titre de la thèse d'André Adam "Casablanca" 2 Vol. CNRS, Paris 1972.

^{2/} Dâr El-Beïda, ville blanche, Casa blanca (espagnol), Casa bianca (italien).

L'impulsion vive et nouvelle qui en découla a provoqué une rapide augmentation de la population urbaine passant de 10% en 1926 de la population totale à

16% en 1936 de la population totale

22% en 1952 de la population totale

29% en 1960 de la population totale

avec Casablanca possédant déjà à cette période 965.000 habitants. Et si nous considérons les 130 km. de côte entre Casablanca et Knitra, nous retiendrons plus d'un million et demi d'habitants déjà depuis dix ans (1964). C'est dire que le périmètre d'influence de la ville de Casablanca est très étendu :

- port d'exportation des produits agricoles de la Chaouïa
- port d'exportation des produits miniers de Khaouribga (phosphate)
- port d'importation des produits étrangers; l'industrie ayant été, depuis une trentaine d'années, le principal facteur de croissance urbaine et d'attraction (cause de migration) des habitants de la campagne. On retient depuis 1946 environ un accroissement démographique de 6% par an pour Casablanca.

En fait d'urbanisation, Casablanca demeure très "marocain" dans sa typologie d'autant que la juxtaposition des quartiers constitutifs est fonction de la structuration sociale. C'est ainsi qu'on y distingue, comme dans les autres grands centres urbains marocains, les types de quartiers suivants :

- La médina à population marocaine typique et nombreuse (500 habitants à l'hectare), construite sur le modèle ancien et aux aspects traditionnels de la vie maghrébine : murailles percées de portes, ruelles étroites et sinueuses, mosquées, châtelets, souks, "fondouk" (hôtels), maisons fermées sur l'extérieur, le "mellah" (regroupement d'israélites pauvres).
- La nouvelle médina, propre à Casablanca, à rues plus larges pour les automobiles, aux maisons s'ouvrant sur les rues, avec de petites boutiques.
- Le bindonville. C'est l'habitat de la "couronne prolétarienne" un quartier uniquement marocain est habité par les couches les plus pauvres de la population urbaine, généralement les "nouveaux venus". C'est essentiellement une agglomération de baraques, sans eau et sans électricité, faites de matériaux hétéroclites : vieux bidons, planches, carton goudronné, disposées sans plan d'urbanisme. Le bindonville (promiscuité, délinquance ...), rompant donc l'harmonie citadine, les autorités s'efforcent de l'anéantir en lui substituant un habitat nouveau d'habitations à loyers dits modérés. Mais comme un peu partout, le progrès du relogement des "nouveaux venus" aux abords des grands centres urbains ne suit qu'avec peine la vitesse de l'accroissement démographique urbain.
- Le centre est un quartier d'immeubles de type moderne et constitue le "centre commercial" : agences, banques, bureaux, immeubles de résidence, voies pour circulation d'automobiles.
- Le quartier résidentiel de villas, étendu, calme, verdoyant, à faible densité, éloigné du centre, peuplé de gens aisés, et à style de constructions modernes.

Avec de telles structures, Casablanca fait figure de ville géante par rapport aux autres grands centres urbains marocains. Et cela, par sa population et son poids dans l'économie nationale. Sa croissance a été si spectaculaire qu'elle lui a valu l'étiquette de "ville-champignon". Mais le document le plus complet et le plus récent à coup sûr est la thèse d'André Adam ^{1/} très riche en précisions sur les données historiques, géographiques et humaines des divers quartiers. On peut retenir qu'à Casablanca, le "bidonville", produit du sous-emploi parce que ce lieu de prédilection des "nouveaux-venus" de la campagne ne disparaît pas mais continue d'améliorer ses conditions d'habitabilité.

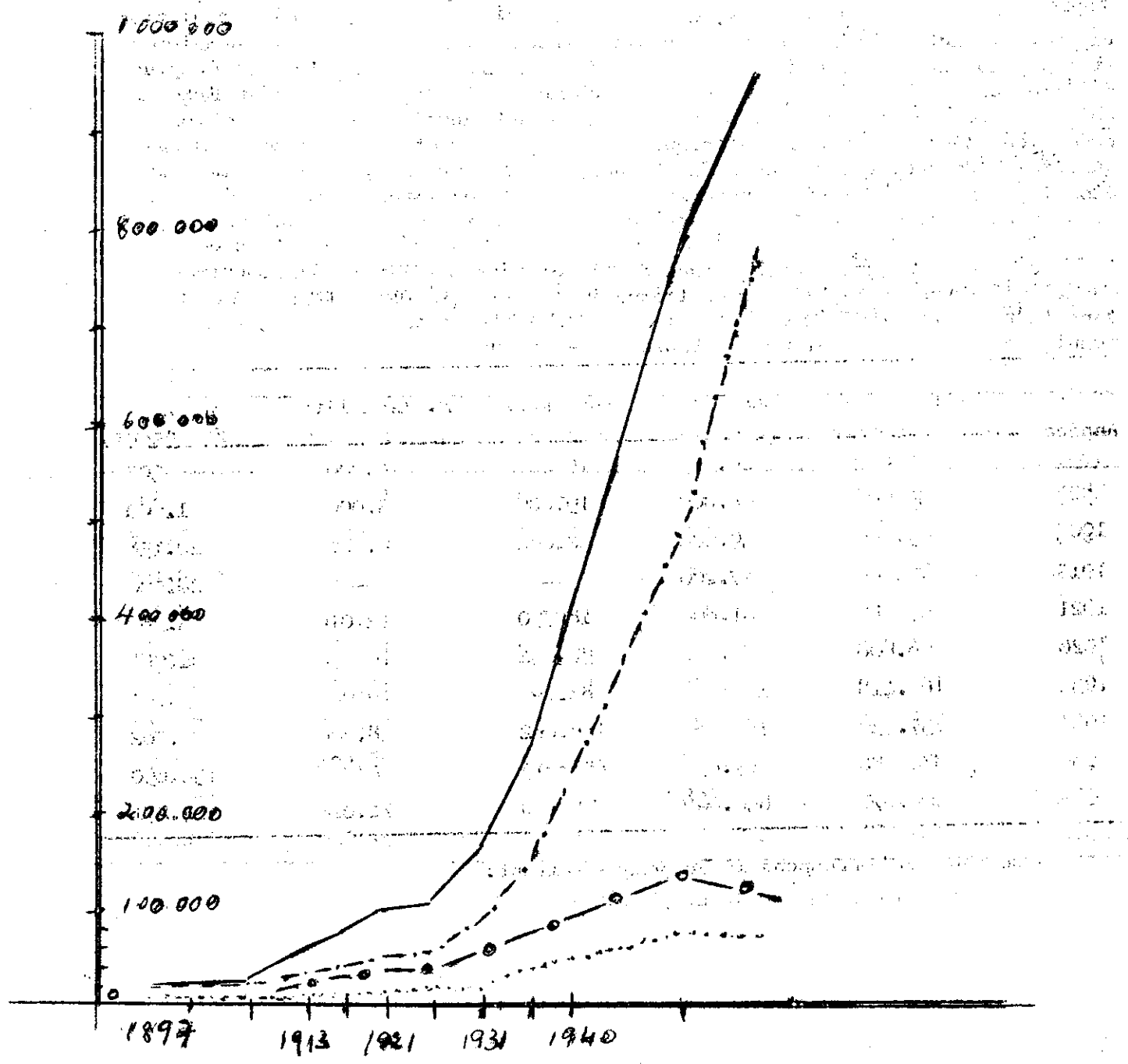
Un aspect plus caractéristique de l'évolution de l'agglomération de Casablanca transparaît, plus dans l'espace avec les quartiers, mais surtout dans le temps (de 1897-1960) à travers les chiffres retenus à propos de la population. Cela est conforme au tableau ci-dessous :

Années	Pop. totale	Marocains	Musulmans	M. Israélites	Etrangers
1897	20.000	20.000	16.000	4.000	500
1907	25.000	24.000	19.000	5.000	1.000
1913	59.000	39.000	30.000	9.000	20.158
1917	75.000	47.000	—	—	28.000
1921	97.083	61.800	48.790	13.010	35.283
1926	106.608	71.624	52.134	19.490	34.984
1931	160.418	105.127	85.167	19.960	55.291
1936	257.430	184.668	146.062	38.606	72.762
1951-52	682.388	547.698	472.915	74.783	134.690
1960	965.277	850.806	778.780	72.026	114.471

A ce tableau correspond le graphique suivant:

^{1/} Casablanca, ouvrage déjà cité, pp. 21-29.

EFFETIFS



Années → 1907 1913 1926 1936 1951 1960
 d'évaluation ou 1952 1960
 de Recensement

Retenons au préalable ici quelques définitions et les données relatives à la population urbaine du Maroc ^{1/}. Le seul texte législatif définissant les communes urbaines ou rurales sont des collectivités territoriales de droit public dotées de la personnalité civile et de l'autonomie financière. Les communes urbaines comprenant les municipalités et les centres dotés de la personnalité civile et de l'autonomie financière".

Aussi le milieu urbain est constitué de toutes les villes et de tous les centres dotés de la personnalité civile et de l'autonomie financière. La liste officielle des communes urbaines est arrêtée par le texte législatif créant et énumérant les communes. Actuellement, les communes urbaines sont au nombre de 75 dont 29 municipalités par le fait qu'elles peuvent recevoir des subventions du Ministère de l'Intérieur. Par ailleurs, lors des différents recensements (1952, 1960 et 1971), certains centres ou sièges administratifs de par l'effectif ont été recensés comme telle. Toutefois, le choix de ces centres n'a pas été fait selon des critères bien définis. Le milieu urbain se compose donc, au sens du recensement des communes urbaines (liste officielle comprenant les municipalités et les centres autonomes) et des autres centres (choisis lors des recensements). La population de l'ensemble des centres urbains selon les trois derniers recensements, déjà indiqués est disponible. D'après le recensement de 1971, les localités d'au moins 5.000 habitants ne sont pas considérées, comme 8 grands "douars" (villages) inclus dans le milieu rural et dont l'effectif de population dépasse 5.000 has.

S'agissant des sièges administratifs, le Maroc est divisé en 19 provinces et 2 préfectures. Chaque province ou préfecture est composée de :

- 0, 1, 2 ou plusieurs cercles.
- 0, 1 ou plusieurs municipalités dites communes urbaines.

Chaque cercle est composé de :

- 1, 2, ou plusieurs communes rurales regroupée(s) en "caïdats".
- 0, 1 ou plusieurs centres autonomes ou communes urbaines.

Chaque caïdat est composé de :

- soit 1, 2 ou plusieurs communes rurales,
- soit d'un centre autonome,
- soit d'une ou plusieurs communes rurales et d'un centre autonome ou commune urbaine.

Toutefois, il convient de noter qu'une localité peut-être le chef-lieu de plusieurs circonscriptions administratives. C'est ainsi qu'un chef lieu peut être la municipalité dont la province porte le nom, de même qu'une municipalité peut être le siège administratif d'un ou plusieurs cercles ou caïdats, etc.... De ce fait, le nombre de villes et de centres urbains. Le tableau ci-dessous qui donne les différents types de chefs-lieux selon leur appartenance au milieu urbain ou rural montre que 326 unités administratives ont un chef-lieu urbain et que 134 unités administratives ont un chef-lieu rural. Néanmoins et pour les raisons indiquées ci-dessus, ces chefs-lieux correspondent à 135 centres urbains (29 municipalités, 43 centres autonomes et 63 autres centres) et 132 localités (villages ou centres non-urbains)

^{1/} Communication des Services d'Enquêtes et de Recensements de Rabat, juin 1973.

Types de Chefs-lieux	Milieu urbain		Autres centres	Total urbain	Milieu rural
	Municipalités	Centres autonomes			
Provinces ou préfectures	17	3	1	21	-
Municipalités	29	-	-	29	-
Cercles	22	27	21	70	4
Cafidats	40	76	90	206	130
Ensemble	108	106	112	326	134

L'accroissement, absolu et relatif, de la population urbaine est une des caractéristiques du Maroc moderne. Et le grand centre urbain de Casablanca a toujours assumé une part très grande dans l'urbanisation de la population marocaine. C'est ainsi qu'en 1960, la population urbaine totale, a été évaluée à 3.411.671 soit 29% de la population globale. Et de cette population urbaine, Casablanca représente 28,2% autrement dit, plus du quart des citoyens du Maroc habitent l'agglomération Casablancaise.

Car nous avons retenu déjà, à titre comparatif, que le taux d'urbanisation de l'Algérie était, à la même période, de 32% et qu'on évoluait à 14% en 1886. Alors que l'agglomération algéroise représentait, en 1960, 36% de la population urbaine algérienne et 8% de la population totale. Casablanca n'est pas seulement la plus grande ville du Maroc. C'est aussi le plus grand centre urbain de tout le Maghreb. L'essor démographique de Casablanca est, pour André Adam, la conséquence, le signe et la preuve de son essor économique. Il est aussi la cause d'un échec, dans la mesure où il dépasse l'ampleur de celui-ci et le rend, par là-même, insuffisant. Le drame de Casablanca est celui de toutes les "villes tentaculaires" du tiers-monde : elles (les villes) attirent plus d'hommes qu'elles n'en peuvent nourrir. L'explosion démographique ^{1/} à laquelle tous les pays du tiers-monde ont tant de mal à faire face sur le plan économique et dans le cadre d'un développement intégré, tient à une mortalité qui décroît rapidement tandis que la natalité reste au moins à son niveau ancien. Comme il n'est pas question de relâcher la pression sur la mortalité, il n'y a d'autre espoir qu'un abaissement de la natalité. Celui-ci c'est produit spontanément en Europe au XIXe siècle. Les pays sous-développés ne peuvent attendre, eux que le mouvement se déclenche de lui-même ou qu'il leur soit imposé de l'extérieur. Les moyens de lutter contre la maladie et contre la mort sont infiniment plus puissants chez eux aussi qu'il n'y a cent ans. Le meilleur moyen d'aborder le problème, ce qui est pour eux une nécessité, est de trouver des formules et une méthodologie adéquates de "contrôle des naissances" pouvant, en certains lieux et en des cas bien délimités, favoriser un équilibre socio-économique. Il s'agira alors de provoquer et au besoin d'intensifier une intervention volontaire et contrôlée sur la natalité. Bien des pays musulmans ont mis en pratique une politique de restriction volontaire des naissances. Au Maroc il n'y avait pas eu avant 1965

^{1/} Casablanca par André Adam, Tome I, p.225.

de position officielle déclarée sur la question, les docteurs de l'Islam marocain persistant dans leur opposition à ce qui est retenu aujourd'hui sous la consonnance "planning familial". Or il fait préciser ici que des érudits ont par la suite indiqué que l'Islam concevait même l'avortement sur un fœtus de moins de trois mois. C'est-à-dire que l'opposition du planning familial pour des mobiles psycho-religieux ne résiste pas à l'analyse. Cela d'autant plus d'ailleurs que de telles dispositions sur l'actualisation d'une progéniture souhaitée vont dans le sens du double intérêt mère et enfant : le repos et la santé de l'organisme de la mère et pour les moyens d'une bonne éducation pour le(s) enfant(s). Au Maroc donc, laisser la fécondité naturelle s'exercer sans frein, c'est donner raison d'avance à certains statisticiens prévoyant deux millions d'habitants à Casablanca en 1975.

Parler de l'évolution de Casablanca, c'est retenir que "depuis le début du siècle la ville a connu, sur le plan "politique", une double transformation"^{1/}. A l'organisation implantée par le colonisateur a été juxtaposée une autre (marocaine) dans les lois et substituée dans les faits. Organisation tempérée par les intérêts de l'hégémonie, et à laquelle l'indépendance n'a apporté d'autre bouleversement que le fait de la rendre plus conforme aux principes mêmes du dit colonisateur. Et d'autre part, il y a la profonde mutation des idées relatives à la société et à l'Etat, dont le colonisateur a été, une fois encore, le double artisan : par l'action de ses propres idées et l'influence de sa propre vie politique, et par la réaction que sa domination a provoquée sous la forme du nationalisme et du syndicalisme.

Sur ces deux points, Casablanca a partagé le destin du pays tout entier et l'évolution des sociétés urbaines. "C'est dire que c'est là une réalité à la fois maghrébine et générale en Afrique nouvellement indépendante. Retenons à titre d'exemple, le fait capital de l'histoire politique de Casablanca : lutte entre l'Istiqlâl et le parti communiste marocain pour la "syndicalisation" du prolétariat marocain force vive du pays et indéniable instrument du développement socio-économique. Or nous savons désormais que le prolétariat se recrute parmi les "nouveaux-venus" déversés sur les grands centres urbains par les flots migratoires.

De même que la migration, la technique pose des problèmes de développement socio-économique. L'évolution sociale comporte en effet deux sources : la transformation des hommes et celle des choses. Cette réalité parcequ'universelle demeure maghrébine avec une certaine accuité. Le fondement du développement moderne étant la technique qui, par définition, est étrangère à la civilisation traditionnelle (arabe au Maghreb), les questions sociales ne peuvent que rencontrer des difficultés. Trouver une solution à ces problèmes nécessite du temps alors que ceux du développement, eux, n'attendent pas. Voilà le dilemme, la contradiction caractérisant les implications socio-économiques du phénomène moderne de l'urbanisation. Ajoutons qu'évolution, modernisation (urbanisation) signifiant action, et que toute action-humaine nécessitant de la technique, il y a exigence d'un minimum de morale. La technique, il est vrai augmente la puissance de l'homme en multipliant ses occasions d'agir, mais c'est encore elle (la technique) qui aggrave les responsabilités humaines et, partant, les problèmes moraux. L'Islam qui couvre la Tunisie, l'Algérie et le Maroc, a sa morale. Or une morale, "même celle d'une grande religion monothéiste, se traduit sur le plan

^{1/} André Adam "Casablanca", Tome II, p. 529.

socio-culturel par un certain nombre de préceptes ... en liaison étroite avec les circonstances familières aux membres de la société (intéressée). Nous voyons donc naître des problèmes humains parce qu'il y a hiatus, passage brutal de la civilisation traditionnelle à la civilisation technique. Nécessité de conformité, d'adaptation entre l'homme et les moyens indispensables non seulement à la productivité mais aussi aux projets de développement socio-économique : un autre aspects du débat traditionnel "modernité-tradition", arrière fond inéluctable de l'évolution des grands centres urbains africains.

Concernant donc le Maroc, à partir des données statistiques sur les villes et surtout Casablanca, les informations sur l'exode rural se déduisent du recensement de 1971. D'où les questions sur : le lieu de naissance et durée de résidence. L'ampleur de l'exode rural est estimé à partir de quelques hypothèses. L'analyse des données sur le lieu de naissance indique 32% de la population urbaine d'origine rurale contre 56% nés sur place.

Retenons en conclusion que l'évolution de l'énorme agglomération casablancaise se caractérise par des "dualismes"..

- Dualisme des sociétés non fondues ensemble, "phénomène qui se produit chaque fois que deux cultures, d'une valeur inégale ou d'un caractère différent, doivent coexister sur le même site" 1/.

- Dualisme de l'habitation entre le traditionnel et le moderne. Les logements modernes, conçus pour des Européens occidentaux, actuellement habités par les nouveaux riches autochtones.

- Dualisme de l'économie qui caractérise tous les pays en voie de développement : niveaux de vie résultant de l'économie moderne pour une catégorie des gens aisés et toujours salaires dérisoires fournis à d'autres par l'économie traditionnelle du niveau de "néo-citadins" que l'économie moderne utilise sans pouvoir les absorber.

- Dualisme de la culture provoquant le phénomène d'acculturation fondé sur le bilinguisme (arabe, français) et la combinaison tradition-modernité. Certains habitants sont avertis des sciences et techniques qui sont en train de changer la face du monde tandis que d'autres, les ruraux, de condition modeste, sont analphabètes.

Cet aperçu des implications socio-économiques de la poussée démographique urbaine et des mouvements migratoires (de la campagne vers la ville) situe le paysan marocain "débarquant" à Casablanca dans le drame le plus profond. Car il est l'individu le plus socialisé des êtres humains, parce qu'engagé dans un réseau serré de solidarités complexes qu'est toute collectivité familiale, villageoise traditionnelle. Ainsi le processus de destruction que crée l'exode rural n'épargne ni l'individu dans son moi, ni la famille ... "Casablanca connaît la maladie des grandes cités, cette espèce de vertige qui saisit l'individu devant le vide de la foule et lui fait chercher refuge dans l'irréalité du délire" 2/.

1/ André Adam "Casablanca", vol. II, pp. 765-778.

2/ Ibid, p. 778

Aussi poursuit André Adam, "quelle que soit leur difficulté, les restructurations s'opèrent, peu à peu et tant bien que mal pour la plupart des néo-citadins ... L'héritage est lourd parce que la colonisation, ici comme ailleurs, a posé plus de problèmes qu'elle n'en a résolu. La civilisation industrielle a bouleversé les vieilles sociétés d'Occident et les révolutions jalonnent les étapes de sa croissance. Elle est en train de bouleverser la société marocaine. Parce qu'il est dans sa nature de concentrer les moyens et les hommes, elle a attiré à Casablanca une part considérable, trop considérable sans doute, des forces vives du pays. Parce que les hommes de ce pays vivaient dans un système traditionnel, les traumatismes qu'elle leur inflige sont plus violents, les efforts qu'elle leur impose plus intenses, les contradictions qu'elle leur propose plus déchirantes. Il leur faut à la fois accéder à l'universel et rester eux-mêmes. Le vieux conflit de l'Occident et de l'Orient est désormais au fond de leur âme. Et la grande ville est le lieu privilégié de ce conflit. Casablanca eut un passé agité. Son avenir a bien des chances de connaître l'alternance de jours laborieux et de soubressauts tragiques qui forme la trame de l'histoire dans les sociétés en gestation.

D. REMARQUES FINALES

La remarque la plus générale sur les grands centres urbains du Maghreb (Tunis, Alger et Casablanca), est que les "slums", refuge du "lumpen-proletariat" ne se situent plus à la périphérie mais au coeur même des cités.

On les appelle :

- La Médina à Tunis
- La Casba à Alger
- L'Ancienne Médina à Casablanca

Reconnaissons donc que la logique structurelle de ces villes répond bien à la chronologie de leur naissance et évolution. A partir de ces creusets du peuple originel (créateur), historiquement, ces centres urbains ont évolué de façon presque concentrique en adoptant une allure de modernité. Ce qui nous fait découvrir les diverses aires concentriques à partir de la "ville-noyau" que sont les centres commerciaux, les immeubles administratifs puis les villas ou résidences de plaisance sur le pourtour. Ainsi donc, de la période coloniale à l'indépendance, l'agglomération a grossi du centre-noyau, réceptacle des "pauvres" vers la banlieue, dortoir des "Puissants".

La seconde remarque finale se rapportera aux tentatives, voire même aux mesures pour endiguer la poussée démographique et le volume des mouvements migratoires alimentant les grands centres urbains. A ce niveau nous aborderons la série de constatations sur les implications socio-économiques des phénomènes que sont la migration et l'urbanisation.

Dans tous les grands centres urbains du Maghreb, le flux migratoire permanent de la campagne et des petites villes provoque leur extension sur la périphérie. De petites localités avoisinantes créées sont annexées : d'où implantation des bidonvilles, sources de problèmes socio-économiques pour l'administration locale.

Mesures pour endiguer la poussée migratoire

1. Textes législatifs pour un équilibre régional.
2. Textes législatifs pour décourager l'afflux vers la capitale.
3. Augmentation du salaire journalier minimum de l'ouvrier agricole.
4. Egalité de salaires pour femmes et hommes à travail égal.
5. Homologation des prix de denrées indispensables sur tout le pays.
6. Implantation infrastructures socio-sanitaires (santé, éducation, confort, aménagement, espace rural à rendre attirant et productif, irrigation, eau courante, centres commerciaux ...) diffusion des moyens d'information et de culture (radio, journaux, alphabétisation fonctionnelle ...).
7. Organisation rationnelle et sécurité de l'emploi dans d'autres secteurs qu'urbain (main-d'oeuvre agricole et pastorale, contrat-type de travail, lutte contre sous-emploi).
8. Création de pôles économiques (industrialisation)
Création de logements à loyer modéré
Création d'institutions formations professionnelle (artisanale)
Création d'institutions de rééducation : adultes handicapés
 jeunes délinquants
 prostituées ou chômeurs
9. Développement de l'infrastructure touristique.

C'est-à-dire toutes mesures et dispositions gouvernementales tendant à résoudre les problèmes sociaux liés à l'explosion et à la migration démographiques en direction des grands centres urbains. Autant de précautions en mesures nouvelles et en mutations concrétisées par de nouvelles structures qui sont la base d'un réel développement socio-économique équilibré, à moyen ou long termes, pour les diverses grandes villes ou capitales des jeunes pays tels que ceux du Maghreb. De cet équilibre socio-économique résulterait une parfaite et harmonieuse intégration des "Nouveaux-Venus", dit, migrants, dans l'économie des capitales ou des villes, et partant des pays eux-mêmes. Car l'essentiel est d'éviter de réduire le sous-emploi des grands centres urbains par son simple transfert sur le reste des territoires et de l'arrière-pays.

Les implications socio-économiques de la migration posent des problèmes multiples à une catégorie de couche inférieure de la population. D'autres problèmes concernant les rapports entre les quartiers spéciaux où résident les "nouveaux-venus" (baraqués, gourbis) et le reste de l'agglomération urbaine. Le volume de la migration est tel que les autorités de la ville arrivent difficilement à maîtriser l'infrastructure requise (habitat, hygiène, écoles, santé ...). Par ailleurs, mais toujours en fonction de la population migrante, le problème de l'emploi urbain reste entier dans la mesure même où les "nouveaux-venus" ruraux constituent la main-d'oeuvre ordinaire et condamnée à l'instabilité. Il est indispensable qu'un effort d'industrialisation de la ville suffise à offrir des emplois stables à cette catégorie de travailleurs. Voilà le point d'achoppement des mouvements migratoires (des campagnes vers les grands centres urbains) avec tout le processus de développement économique national. Car le développement intégré se conçoit à partir d'un certain équilibre avec la poussée démographique fournissant les forces vives indispensables à la production. Equilibre nécessaire donc entre les moyens (du pays et des autorités) et les besoins des hommes (instruments de la productivité). C'est-à-dire harmonie dans les tentatives d'évolution des communautés sociales.

L'exode rural qui crée et entretient les bidonvilles sur la périphérie des grands centres urbains naît d'un ensemble de séductions de ces derniers sur les "paysans". Celui-ci pense y trouver une première solution à tous les problèmes liés à une subsistance difficile. Répétons ici que l'attraction de la ville s'exerce aussi sur le plan psycho-sociologique : recherche du plaisir. Car, comme l'écrit Pierre Suisse ^{1/}, la ville offrait des plaisirs inconnus des campagnes, l'animation de la rue, les filles, le vin, le cinéma. Il faut aussi y ajouter le goût des changements "dont les meilleurs ont toujours leur amertume". Le complexe de l'évasion également, les divers aspects du choc produit par des structures sociales dépassées ne sont pas des moindres causes expliquant la fuite des campagnes et l'attrait des villes.

Disons que l'intérêt essentiel d'une étude comme celle qui nous préoccupe au sujet de la migration interne, c'est ce que nous mettons dans la rubrique "implications socio-économiques". Cette rubrique aura comme contenu l'effort requis pour pallier à toutes les carences qui sont susceptibles de susciter des cas sociaux. Car c'est précisément la fuite du "carcan" des familles traditionnelles qui bouscule les jeunes gens dans les flots migratoires vers les grands centres urbains. Ainsi, les garçons qui ont atteint leur plafond sans avoir pu valider le cycle primaire, se trouvent désormais désadaptés au contexte rural et vont grossir les rangs des badeauds, des chômeurs et de tout le "tertiaire" de la main-d'oeuvre des grandes villes. Et quand l'emploi se fait trop longtemps attendre, le pas-à franchir pour basculer dans la délinquance est assez rapide. Quant aux jeunes filles, toute mésaventure sentimentale, toute pression familiale sur la question matrimoniale, peut provoquer l'exode rural pouvant lui-même culminer dans la prostitution "pour ne pas mourrir de faim".

La pathologie sociale des collectivités urbaines est la plus essentielle des implications socio-économiques du phénomène migratoire. Se fondant sur le cas de Casablanca dans sa volumineuse et brillante thèse, André Adam décrit cette pathologie sociale en ces termes : "Le développement des grandes agglomérations urbaines lié au monde moderne, bouleversant les conditions traditionnelles de la vie sociale, suscite et aggrave des fléaux sociaux. Dans ce domaine, c'est le social qui est cause de l'individuel. D'où une nécessité d'adaptation créant des catégories d'individus normaux ou de pathologiques au sein des "villes tentaculaires". L'évolution des centres urbains peut aller en fonction de l'expansion, en leur sein de certaines maladies comme la tuberculose sur les causes de laquelle le Dr. Chenebault est formel" ^{2/}.

Seuls des facteurs sociaux peuvent en expliquer les caractères. Il y a le surpeuplement des locaux d'habitation où l'entassement des individus favorise les infections et surinfections massives. Retenons également les carences alimentaires qui sont à la fois quantitatives et qualitatives (insuffisance des 3.00 calories, de protéines, de vitamines ...).

^{1/} Pierre Suisse "L'Exode Rural", B.E.S.M., XIX, No. 68, mars 1968, p. 461.

^{2/} Dr. Chenebault "Maroc Medical", 1954, pp. 587-589.

La prostitution est un autre fléau des grandes villes auquel est lié un mal physique des facteurs sociaux qu'est la syphilis sporadique des adultes, d'origine sexuelle. C'est ainsi que le tableau suivant résulte d'une enquête de sondages en 1957-58 et précisant les taux de réactions sérologiques :

	Casablanca- ville	Centres ruraux
Hommes	24,7 %	14,2 %
Femmes	20,3 %	12,9 %
Enfants	6,5 %	7,7 %

La présence d'une forte colonie européenne au Maroc et le développement de la culture de la vigne par les colons ont multiplié, pour les musulmans, surtout citadins, les tentatives et de boire du vin à table et aussi la vogue du whisky et des cocktails dans les classes dirigeantes. On peut alors rechercher dans le "Kif", le vin ou l'alcool soit le snobisme soit l'ivresse en tant que solution aux problèmes politiques ou sociaux. En résumé, constatons que le surpeuplement est, à Tunis, Alger, Casablanca et dans toutes les grandes villes surtout des jeunes états, un facteur psychopathogène bien connu. Le surpeuplement est traumatisant par la promiscuité propre aux cités où l'intimité diminue par refus de contact social (facticité, déreliction) et où naissent l'agressivité, le brut portant atteinte au système nerveux. Ainsi les statistiques de Berrechid montrent qu'il y a sur un seul malade mental d'origine rurale douze (12) en provenance des quartiers les plus déshérités de Casablanca. Par ailleurs, le Dr. Roland ^{1/} déclare avoir retrouvé souvent, chez ses malades prolétaires casablancais, un sentiment de sourde inquiétude née de la confrontation avec une autre culture, ce qui les amène à s'interroger sur la solidité, la stabilité et même la valeur de leur propre culture. D'où le drame moral du milieu urbain surpeuplé, c'est bien le drame de solitude : les habitants des très grandes villes, surtout ceux qui arrivent d'ailleurs, immigrants de l'étranger ou de la campagne, sont enfantés à une nouvelle vie signifiant solitude. Dans les grands centres urbains, domaines de la déstructuration sociale, il n'y a que des enfants abandonnés à eux-mêmes.

La poussée démographique influe aussi sur l'urbanisation conformément aux données statistiques (du volume de la migration) mais aussi du point de vue moral et psycho-sociologique. La natalité n'est plus seulement égale à la fécondité naturelle. Car la limitation volontaire des naissances, pour des raisons économiques ou humaines, devient problématique. Il s'instaure de plus en plus

^{1/} Dr. J.L. Roland, "Maroc Médical", 36-1957, pp 770-776.

une reconversion des mentalités par un abandon des pratiques sociales. Autrefois, dans la famille traditionnelle, la stérilité imputée à la femme, était cause soit de la polygamie, soit de répudiation. Le prestige social de l'individu se concevait en fonction d'une nombreuse progéniture. Une conception philosophique voulait que c'est Dieu qui "accorde les multiples bouches à nourrir" et aussi "de quoi les nourrir". Aucune pratique donc à entreprendre pour rendre les femmes moins fécondes (au nom de quelque planning familial), mais plutôt la recherche de nombreux moyens pour "faire le plus grand nombre d'enfants. Mais les grossesses multiples fatiguent l'organisme féminin. Aussi, les femmes travailleuses et plus spécifiquement les citadines n'ont pas attendu d'être instruites pour se lasser des grossesses perpétuelles. On en arrive à cette contradiction interne selon laquelle pour vaincre la misère, il faut limiter les naissances, mais limiter les naissances suppose que la misère a été vaincue. Il y a un mécanisme implacable par lequel la misère se perpétue elle-même.

Une des implications socio-culturelles du phénomène de la migration peut se définir comme il suit. Les hommes, dans leurs migrations de la campagne traditionnelle vers les grands centres urbains modernes et occidentalisés, transportent certains biens et effets (outils, produits d'art ...), idées, visions philosophiques, traditions, pratiques, déposées en eux par éducation et propres au contexte rural d'origine. La dynamique qui anime toute communauté sociale fait que, malgré l'accident de l'histoire ayant suscité le retard provisoire des sociétés traditionnelles sur les collectivités techniciennes, un échange s'instaure toujours entre deux civilisations en contact. Il est vrai que s'agissant de Casablanca, ville de marchands et de travailleurs manuels, il peut paraître difficile d'étudier le phénomène de l'acculturation. Mais celle-ci touche aussi bien les illettrés (frustres) et les savants (raffinés) et d'ailleurs la culture, elle-même, ne se réduit pas, dans son acception sociologique, aux belles-lettres et aux beaux-arts seulement. La culture est en effet composite : idées, outils, moeurs, pratiques, objets d'art, etc. Tout cela est matière d'échange, de mutations et aussi source de progrès à la fois économique et social. C'est ainsi que les mouvements migratoires, qui peuvent amener des hommes d'un contexte urbain en contact avec ceux du contexte rural, peuvent aussi comporter des implications à la fois économiques, sociales et culturelles. Dans tout le Maghreb, l'implication socio-culturelle de la migration interne devait provoquer le choc culturel entre Tradition et Modernité à travers l'Islam, le Christianisme, la science profane et la science expérimentale. Les grands centres urbains qui sont généralement des capitales (politiques, administratives ou économiques) au Maghreb et en Afrique, en général, sont les domaines pour les problèmes sociaux et humains que pose l'implantation des techniques modernes au sein de sociétés primitivement traditionnelles.

Le travail humain et les problèmes sociaux qui résultent demeurent une réalité encore insuffisamment explorée en Afrique d'une manière générale et dans le secteur urbain du Maghreb en particulier. Quand des hommes se trouvent brusquement jetés dans leur expérience personnelle hors de l'éducation reçue du milieu, il est normal qu'ils essaient de se raccrocher aux structures qui leur sont familières et dont ils ont éprouvé la solidité. C'est une des caractéristiques de la civilisation industrielle et de la société (urbaine et moderne) qui en est issue, que l'atomisation des groupes humains. Aux

communautés d'autrefois ont succédé les masses, agrégats instables d'individus. Les nouveaux-venus dans les grands centres urbains, en mal des collectivités familiales grégaires, réagissent contre l'individualisme citadin par des regroupement ethniques : "l'essaim des frères". Sur de tels essaims s'appliquent les lois écologiques gouvernant les relations individu-milieu dont la psychosociologie des bidonvilles et des villes est friande. Et ces thèmes de réflexion dépassent amplement le cadre de notre étude du fait même que ce sont des thèses en soi.

La diffusion des idées, écrit André Adam, et des modes se faisait naguère par les livres, qui ne touchaient qu'une élite, ou par les contacts personnels, qui agissaient lentement à la manière d'une tâche d'huile. Les (mass-media) moyens de communication de masse, principalement la radio et le cinéma, les (idées) diffusent maintenant à la vitesse du son et de la lumière. Une culture de masse s'établit donc et évolue, en même temps et souvent plus vite que la culture tout court. Et comme cette culture de masse est liée aux loisirs, eux-mêmes conquête de la civilisation technicienne, le problème se pose de l'emploi de ces loisirs quand se pose encore pour d'autres celui de l'emploi (embauche).

Il n'est pas de culture qui n'ait pas conception propre des rapports entre les hommes et des principes qui les doivent régir au sein de la société impliquée. Les sociétés traditionnelles et leurs hommes venant du contexte rural se fondent sur le Sacré. Car la civilisation scientifique implantée, au nom de la modernité, dans les grands centres urbains, tend à désacraliser la communauté sociale constituant l'agglomération citadine. Cette constatation s'est déjà révélée sociologiquement valable au niveau de la culture elle-même.

Il est en tout cas clair que le brassage des hommes d'un continent à un autre, de la campagne à la ville est cause de contradictions, de tensions psychologiques elles-mêmes, sources du débat éclatant entre la mentalité traditionnelle et la civilisation moderne.

ANNEXE BIBLIOGRAPHIQUE

C'est l'annexe à l'étude sur la migration et l'urbanisation de Tunis, Alger et Casablanca, composée des documents abordant la question. Cette documentation se voudra complète dans la mesure où elle couvrira tous les éléments disponibles à la CEA et dans les divers centres urbains considérés :

- Troisième réunion des organisations non-UN (Addis-Abéba, mai 1973)
- Démographie comparée - doc. INSEE - Paris
- E/CN.14/POP/61, Conférence africaine sur la population, Accra, Ghana, 9-18 Dec. 1971
- Population programme assistance - Washington (Décembre 1971)
- Guide démographique de l'Afrique (Juin 1971)
- Quelques caractéristiques de la population urbaine algérienne (1972)
- Séminaire sur migrations et urbanisation (moscou 1972)
 - Exposé sur le Maroc
 - Exposé sur l'Algérie
 - Exposé sur la Tunisie
- Migrations et la croissance de l'agglomération de Tunis (1966-91)
- Migrations de population et problèmes d'utilisation rationnelle des sources de main-d'oeuvre (V. Kostakov)
- Etude sur les migrations en Côte d'Ivoire et Ghana
- Enquête sur les mouvements migratoires de Yaoundé (1964-65)
- Communication du Colloque de Niamey (Février 1961)
- Typologie régionale comparée des structures d'urbanisation par sexe et par âge E/CN.14/POP/65
- Problèmes des migrations et de l'urbanisation dans la planification de l'économie nationale (A. Ivanchenko)
 - E/CN.14/POP/67, L'urbanisation en Afrique
 - E/CN.14/POP/68, Répartition de la population en Afrique
 - E/CN.14/POP/69, Aspects socio-économiques de l'urbanisation en Afrique
 - E/CN.14/POP/70, Statistiques des migrations internes de l'urbanisation en Afrique
 - E/CN.14/Lib/Ser.E/6 (Décembre 1972)
 - E/CN.14/ASPP/L.3, 16 octobre 1962
- "Population distribution, internal migrations and urbanization in Africa"
- Adam A. "Problèmes sociaux du Maroc : l'exode rurale" Session d'études juridiques, politiques et économiques (Rabat, Faculté de Droit du Maroc) IV. (1959) 67
- Noin D. "Répartition de la population et mouvements migratoires dans la Plaine du Tadla" - Revue de Géographie du Maroc VII (1965) 53-69
- Sorré Max "Les migrations des peuples : essai sur la mobilité géographique" Paris, Hammarion, 1955
- Thomas Louis-Vincent "Brève Typologie de Déplacements de Population au Sénégal" Cahiers de Sociologie Economique XX (Mai 1964) 247-84
- Lombard J. "Connaissance du Sénégal : géographie humaine" Etudes sénégalaises IX No. 5 (1963) 1-183
- Colomb Henri et Henri Ayats "Les Migrations au Sénégal : Etudes psychopathologique" Cahiers d'études africaines - II No. 8 (1962) 570-97
- David Philippe "Fraternité d'hivernage (Le contrat de Navétanat) : Théorie et pratique" Présence africaine, 16 31 (avril-mai 1960) 45-57
- Diop Abdoulaye "Enquêtes sur la migration toucouleur à Dakar" Bulletin de l'Institut français d'Afrique noire, XXII, Série B, No. 3-4 (juillet-octobre 1960) 393-418

- Georges Balandier "Ambiguous Africa "New York - Patheon - 1966
- René Dumont "L'Afrique Noire est mal partie"
- Harroy Jean-Paul "The Political, Economic and Social Role of Urban Agglomerations in countries of the Third World" Civilisations XVIII, No. 3 (1967)
- ST/SOA/sér.A/10 Premier Manuel de Méthodes d'Estimation de Population
- ST/SOA/sér.A/23 Deuxième " " " "
- ST/SOA/sér.A/25 Troisième " " " "
- ST/SOA/sér.A/42 Quatrième " " " "
- ST/SOA/sér.A/46 Cinquième " " " "
- ST/SOA/sér.A/47 Sixième " " " "
- William A. Hance "Population, Migration and Urbanization in Africa
- 180 - El Arifi, Salik A. "Urbanization and distribution of development in Sudan" African Urban Notes Vol. 6, No.2
- 470 - Johnson, Georges E. "The structure of rural-urban migration models" Eastern Africa Economic Review, Vol. 3, No. 1 (June 1971)
- 472 - "Perspectives d'évolution (1965-1985) des populations rurales et urbaines des états d'Afrique-noire", Bulletin d'Afrique noire, No. 714
- 475 - Segal Edovin S. "The Cultural Background of East African Urban Migration", African Urban Notes, Vol. 6, No. 2
- 477 - Knight J.B. "Rural-urban income comparisons and migrations in Ghana", Bull. Oxford University, Vol. 34, No. 12 (1972)
- 481 - Hale Sondra and Gerry A. Hale "Sudan Urban Studies : An Introduction", African Urban Notes, Vol. 6, No. 2 (1971)
- Hassan Awad "Morocco's Expanding Towns" The Geographical Journal, CXXX, No.1 (mars 1974)
- Henry Maurer "Les problèmes administratifs de l'urbanisation du Maroc", ECA, SEM/URB/AP/21 (8 mars 1962)
- Rapport de Tunisie sur la fécondité et programmes de population; Groupe de travail CEA, Addis-Abéba, 26-30 janvier 1970
- Description et analyse rapide des migrations intérieures en Tunisie, M. Picouet, 1970
- Enquête, migration et emploi, Tunis 1972-73 - Fascicule 1 - I.N.S. No.4 - 1974
- La fécondité des ménages à Tunis - Cahiers du CERES No.3, janvier 1969
- Revue tunisienne de sciences sociales CERES, Tunis
- " Colloque de démographie maghrébine, Nos. 17-18
- " Migrations internes en Tunisie, No. 23
- " La dynamique urbaine : ... Maharès, No.24
- " Croissance urbaine ... Sfax, No. 25
- " L'urbanisation ... Tradition, Modernité en Tunisie, No.26
- " Dynamique globale de l'urbanisation ... No. 27
- " Urbanisation, Habitat, Migration Nos. 28-29
- Population et Habitat - Recensement de 1966 - Série 1, ABC - Direction statistique
- Quelques caractéristiques de la population urbaine algérienne - août 1972
- Etude de l'évolution de la population par Wilaya, par Daïra ... avril 1970
- Données sur l'état civil, 1970
- Questionnaire établi pour le prochain recensement de 1976
- Colloque d'Alger, 24-28 septembre 1970, documents de l'Institut de géographie
- Documents sur transports et infrastructure (étude en cours) COMEDOR
- Alger : Thèse d'Etat par Messaoud Tayeb (Institut de géographie)
- Alger : Thèse de spécialité par Philippe Dartelet
- L'Algérie en quelques chiffres - Direction des statistiques 1970
- " " " 1971
- " " " 1972
- " (1962-1972) Ministère Information - Alger

- Plan quadriennal 1970-1973 - Rapport général de la République - janvier 1970
- La démographie algérienne : dossiers documentaires 19-20 - Ministère information
Décembre 1972
- Recensement général : Population et habitat 1966 - Ville d'Alger, Série 1, Vol.2
Ministère du Plan
- Quelques caractéristiques de la population urbaine algérienne - Direction statistique
août 1972
- Exposé sur l'Algérie - Conférence africaine sur la population - Accra, décembre
1971 - Direction statistique - juin 1972
- Population et habitat : Villes et chefs lieux - Recensement de 1966 - Série B,
Vol. 4 - Direction statistique - décembre 1971
- Les problèmes de développement du Sahara septentrional - Colloque Ouargla -
septembre 1971 - Vol. 1-2.
- Casablanca : Essai sur la transformation par André Adam, 2 Vol. ORSTOM 1972
- Résultats du recensement de 1960 - Royaume du Maroc - Vol. III - février 1972
- Recensement général de la population et de l'habitat 1971 - Série "S" - Vol. I
septembre 1972
- Bibliographie de la démographie algérienne : document colloque Rabat - Octobre 1972